

Université de Montréal

**Le Code Opérationnel : La transition unilatéraliste à multilatéraliste dans la
politique étrangère de Bush et d'Obama**

Par Reane Lalancette

Département de science politique
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté
en vue de l'obtention du grade de Maître ès sciences (M.Sc.)
en science politique

Août 2021

© Reane Lalancette, 2021

Université de Montréal
Faculté des études supérieures et postdoctorales

Ce mémoire intitulé :

**Le Code Opérationnel : La transition unilatéraliste à multilatéraliste dans la
politique étrangère de Bush et d'Obama**

Présenté par Reane Lalancette

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Théodore Mclauchlin
Directeur de recherche

Patrick Fournier
Président du jury

Frédéric Mérand
Membre du jury

Résumé

Les approches psychologiques connaissent un essor dans l'étude des relations internationales. Elles sont essentielles dans l'étude du processus cognitif des leaders, qui est central à la prise de décisions en politique étrangère. Notre recherche porte sur l'axe d'engagement choisi par les États-Unis envers les alliés, de l'unilatéralisme au multilatéralisme, dans l'adoption des politiques étrangères et s'il est déterminé par la vision du monde des présidents. Parmi les politiques étrangères américaines adoptées entre 2001 et 2013, nous retenons les plus significatives en termes de multilatéralisme, afin de construire la variable dépendante. Le cadre théorique utilisé, le code opérationnel, propose l'analyse du schéma cognitif de leaders à l'aide d'une étude de contenu de leurs écrits et de leurs discours. Cette théorie énonce que la vision du monde inhérente à un leader influence le comportement et les décisions du gouvernement dans les relations internationales. Cette étude examinera les discours relatifs à la politique étrangère américaine prononcés lors des mandats de George W. Bush et lors du premier mandat de Barack Obama en tentant de comparer empiriquement les résultats de leur code opérationnel à leur degré de multilatéralisme avéré dans leurs décisions. Nos résultats ne montrent pas de liens directs entre la vision du monde des présidents et l'axe d'engagement adopté en politique extérieure. Nous en concluons que la méthode d'analyse quantitative ne nous permet pas de déceler de changements concrets entre les mandats des présidents. Nous proposons alors d'autres explications concurrentes comme la théorie des élites ou l'ordre international libéral qui pourraient mieux répondre à notre problématique.

Mots clés : Code Opérationnel, théorie cognitive, politique étrangère américaine, multilatéralisme, système international, alliances, George W. Bush, Barack Obama

Abstract

Cognitive theories are increasingly recognized in international relations studies. They are necessary in the study of a leader's cognitive process which is central to foreign policy decision-making. This study focuses on the axis of commitment the United States has adopted towards allies, from unilateralist to multilateralist, and analyzes if it is influenced by the president's worldview. American foreign policies adopted between 2001-2013 are selected according to their relevance to multilateralism to construct the dependent variable. Our theoretical framework is the operational code, which allows an evaluation of the cognitive scheme according to public and private content discourse analysis. This theory suggests that the president's worldview has an impact on government's behaviour and decisions making within international relations. This research is based on George W. Bush's foreign policy speeches during his two mandates and on Barack Obama's first mandate speeches, seeking to empirically compare their operational codes to the levels of multilateralism resulting from their decisions. Our findings cannot establish a direct link between the president's worldview and their position on the foreign policy commitment axis. We conclude that our quantitative analysis method is not adapted to illustrate a tangible change between the president's mandates. Therefore, we suggest alternative explanations such as the elite theory and the liberal international order which could better answer our research question.

Keys words : Operational Code, cognitive theory, american foreign policy, multilateralism, international system, alliances, George W. Bush, Barack Obama

Table des matières

Table des matières

RÉSUMÉ	I
ABSTRACT	II
LISTE DES TABLEAUX	V
LISTE DES ABRÉVIATIONS	VI
INTRODUCTION	1
<i>La pertinence sociale et théorique</i>	3
<i>Les hypothèses</i>	5
<i>Plan du mémoire</i>	7
CHAPITRE 1 : LA REVUE DE LA LITTÉRATURE DES CONCEPTS	8
1.1 LA THÉORIE COGNITIVE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES.....	8
1.2 LE CODE OPÉRATIONNEL.....	11
1.3 L'AXE D'ENGAGEMENT.....	16
<i>Les coalitions</i>	20
CHAPITRE 2 : LA REVUE DE LITTÉRATURE DES POLITIQUES ÉTRANGÈRES ADOPTÉES	22
2.1 LE PREMIER MANDAT DE GEORGE W. BUSH.....	22
2.1.1 <i>Les politiques adoptées</i>	23
2.1.2 <i>L'exceptionnalisme américain</i>	27
2.1.3 <i>La doctrine Bush</i>	28
2.2 LE DEUXIÈME MANDAT DE GEORGE W. BUSH.....	31
2.2.1 <i>Les politiques adoptées</i>	31
2.2.2 <i>La croyance d'un changement</i>	37
2.2.3 <i>La continuité</i>	39
2.4 LE PREMIER MANDAT DE BARACK OBAMA.....	41
2.4.1 <i>Les politiques adoptées</i>	41
2.4.2 <i>La posture d'Obama</i>	46
2.5 LA CONCLUSION.....	50
<i>Les prévisions théoriques</i>	50
CHAPITRE 3 : LA MÉTHODOLOGIE	56
3.1 CHOIX DES ÉTUDES DE CAS.....	56
3.2 LA COMPARAISON.....	57
3.3 L'ANALYSE DE CONTENU.....	57
3.3.1 <i>La sélection des données</i>	59
3.3.2 <i>La variable dépendante</i>	60
3.3.3 <i>La variable indépendante</i>	60
CHAPITRE 4 : LES RÉSULTATS ET LES EXPLICATIONS ALTERNATIVES	65
4.1 LE CODAGE.....	69
4.2 LA PERSPECTIVE D'IKENBERRY.....	74
4.3 LA THÉORIE DES ÉLITES.....	76
CONCLUSION	79
<i>Les limites</i>	80

<i>Futures recherches</i>	82
BIBLIOGRAPHIE	84
ANNEXE : LES DISCOURS DES PRÉSIDENTS	91

Liste des Tableaux

Tableau 1 : Les questions du code opérationnel.....	12
Tableau 2 : Les questions du code opérationnel.....	51
Tableau 3 : L'échelle du code opérationnel	63
Tableau 4 : Le code opérationnel de George W. Bush et de Barack Obama.....	65

Liste des abréviations

GWB	George W. Bush
FIAS	Force internationale d'assistance à la sécurité
MANUA	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
ONU	Organisation des Nations Unies
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique nord
RI	Relation International
UE	Union Européenne
VICS	Verbs in Context System
START	Traité de réduction des armes stratégiques

Remerciements

Je désire remercier toutes les personnes qui ont aidé à la réalisation de ce mémoire.

Je souhaite remercier particulièrement mon directeur Théodore Mclachlin. Être sous votre direction a été pour moi une chance exceptionnelle. Vous m'avez encouragé à accomplir ce mémoire grâce à votre compréhension, votre gentillesse et votre immense soutien. Vous m'avez aussi aidée à me dépasser à travers ces trois années.

Mes remerciements à la direction et les responsables de programme des cycles supérieurs du département de science politique pour l'octroi d'une bourse afin de m'aider à terminer ce mémoire.

Merci infiniment à ma famille, votre patience à travers mes longs monologues politiques enflammés a été appréciée. Merci de vous être intéressée à mes études et d'avoir toujours cru en moi. Merci à Tati pour les pauses forcées de câlins et de relaxation.

Ma chère Jeannot, merci pour ton écoute sans pareille, ta patience infinie et ta présence constante à travers ses longs mois de pandémie mondiale. Tes précieuses explications et bons conseils quantitatifs ont été d'une grande aide. Marco, ça a été un bonheur de partager les moments de ressourcements d'escalade, les séances de jeux vidéo remplies d'humour, d'accompagnement dans les cafés et les films parfois un peu étranges. Merci pour ton amitié indéfectible et ta présence. À Shash, la plus grande des reconnaissances. Ton amitié inconditionnelle a été une bouée de force, de sincérité et de soutien affectif. Merci d'avoir été là pour moi, toujours. Cent pour cent.

Merci à mes collègues de m'avoir permis de sortir de ma tête et d'avoir été des bouffées d'air frais dans cette rédaction.

Merci à Andrée, Sandra Gagnon, Sandra Gauthier et Pierre pour l'aide technique et de rédaction.

Finalement, merci à tou.tes mes ami.es qui m'ont suivi de près ou de loin. Merci aux filles de Cali pour votre amitié bienveillante et votre coaching doux. Le voici, le voilà, pour de vrai cette fois !

Introduction

Depuis les années 2000, une personnalisation des partis politiques est en cours à travers toutes les démocraties, même si le phénomène est observable sur plusieurs décennies (Kendall-Taylor et al. 2021). Les chefs d'État ont en général de plus en plus de pouvoir politique au sein des gouvernements : « so politics more strongly reflects the leader's preferences rather than being a bargaining process among multiple actors and institutions. » (Kendall-Taylor et al. 2021). Dans la culture générale, la connaissance des présidents et de leurs actions est mise de l'avant. Nous partions de l'idée que c'est l'interprétation que se fait le leader du monde qui définit les stratégies et l'orientation d'un gouvernement dans les relations internationales (Hermann et Hagan 1998, 126). Nous avons pensé que les leaders, surtout américains, avaient un rôle définitif dans le choix des actions envers les autres États : « In such an ambiguous environment, the perspectives of the leaders involved in foreign policy making can have more influence on what governments do. » (Hermann et Hagan 1998, 124-25). Les résultats de notre recherche, abordés plus bas, semblent démontrer le contraire, mais nos croyances étaient en partie basées sur le fonctionnement de la politique américaine. En effet, les présidents américains ont plus de pouvoirs en politique étrangère qu'en politique intérieure (Brown 2014, 104), constat découlant du type de régime politique en place aux États-Unis, où les politiques nationales sont soumises au pouvoir du Congrès américain. Le parti majoritaire au Congrès influencera les possibilités d'adopter les politiques proposées par le président. Le Congrès peut aussi avoir un impact concernant les relations internationales comme lors des déclarations de guerre ou lors de l'application législative de nombreux accords exécutifs. Dans le cas d'accords internationaux considérés comme des traités, ils sont soumis à l'approbation du Congrès, tout comme les dépenses internationales (Mulligan 2018, 1-3).

En revanche, le président américain est souvent le principal représentant dans les institutions, conférences, sommets et relations internationales. Il peut évidemment déléguer au vice-président ou au secrétaire d'État à ces instances, néanmoins, sa présence

demeure plus importante. Il dispose donc d'une influence considérable sur l'image que projette l'État à l'international et sur les politiques qui y sont adoptées.

Les relations internationales sont basées sur les liens entre les États, qui de leur côté, suivent des orientations politiques. L'État peut entreprendre plusieurs types d'actions et de comportements face au monde extérieur, desquels se dégagera son axe d'engagement, soit son comportement face aux autres États, allant de l'unilatéralisme au multilatéralisme.

Les années 2000 sont un moment pertinent pour observer un contraste marquant de l'axe d'engagement au sein de la politique américaine. En effet, le contexte historique international demeure similaire tout au long de la décennie, contrairement à l'axe d'engagement des deux présidents qui se sont succédé au pouvoir. Il s'avérerait que George W. Bush, comparativement à Barack Obama, prendrait davantage des décisions unilatérales, et serait prêt à imposer la volonté des États-Unis sans consensus. Outre l'atteinte d'objectifs à travers l'unilatéralisme, les principes sous-jacents des politiques adoptées n'étaient pas partagés par les alliés traditionnels des États-Unis. C'est donc l'adoption de politiques sans considération des acquis habituellement pris en compte par les présidents américains. Obama, de son côté, semble plutôt avoir construit une diplomatie internationale en adoptant des politiques basées sur l'écoute entre les alliés, le multilatéralisme et le respect des différentes normes libérales selon les cultures (Kitchen 2011, 32). À travers cela, Obama aurait potentiellement cherché, à travers cette stratégie, à se distancer des politiques étrangères de Bush.

Cette disparité entre les ensembles de politiques des deux présidents serait-elle explicable par des visions du monde différentes ? Ces dernières semblaient également dissemblables dans leurs particularités, ce qui laisserait présumer des visions du monde assez différentes. Par exemple, un point important de disparité serait que pour le président Obama, la sécurité dans le système international n'est pas précaire, contrairement à ce qu'affirmait son prédécesseur (Kaufman 2014, 444). En effet, ce dernier identifie le type de régime comme la cause d'une agression et accorde une importance considérable à défendre et agrandir la zone de paix démocratique. Or, Barack Obama considère que

« (...) the United States usually can take a relaxed view of international events because states, for the most part, seek security rather than hegemony and balance against—rather than bandwagon with—the sources of danger that periodically arise » (Kaufman 2014, 445). Dans ce cas, la variable indépendante, soit la vision du monde des présidents, serait plus positive chez Obama que chez Bush. Toutefois, cela ne semble pas s'être avéré dans notre analyse de leur vision du monde.

C'est à partir de ces deux concepts, soit l'axe d'engagement observé à travers les politiques adoptées en Relations Internationales (RI) (variable dépendante) et la vision du monde des présidents (variable indépendante), que nous avons établis notre recherche empirique. Nous avons testé la variable indépendante à partir des discours prononcés à l'international par GWB au cours de ses deux mandats et ceux d'Obama lors de son premier mandat. Ce test nous a permis de faire des calculs permettant de placer les différentes catégories du code opérationnel des présidents dans une échelle que nous avons reliée à l'axe d'engagement (de coopération et multilatéralisme à conflictuel et unilatéralisme). Ainsi, nous croyons que les différences dans les politiques adoptées se refléteraient dans les visions du monde des présidents indiquant leur axe d'engagement.

La pertinence sociale et théorique

De nombreux auteurs soutiennent que GWB a changé de comportements et de rhétorique entre ses deux mandats (Kreft 2005 ; Hallams et Schreer 2012 ; Pressman 2009 ; Tarzi 2014). Ceci serait un fait assez accepté, bien qu'on semble indiquer que ses actions demeurent davantage unilatéralistes que celles d'Obama en raison de sa perception et de ses objectifs dans le système international. La plupart des textes font mention de ce lien et de nombreux auteurs proposent des justifications concernant l'éventuel changement dans la doctrine de Bush, son comportement par la suite et les similarités avec son successeur. La littérature s'accorde en général davantage sur un changement de politique que de philosophie complète. Nous avons exploré cette question d'un éventuel changement de philosophie à travers une approche psychologique, des

preuves empiriques pouvant le démontrer, en plus du changement de politique tenu pour acquis. Cette même explication, ainsi que les facteurs psychologiques, pourraient en outre expliquer la philosophie et les politiques d'Obama.

Avec cette étude, nous souhaitons prouver ce lien considéré comme admis, raison pour laquelle cette recherche constitue une importante contribution sur le sujet. En d'autres termes, idéalement, si les changements de visions correspondent à des changements de politiques, il serait possible de connaître davantage et ainsi prévoir les doctrines et rhétoriques qui seraient adoptées par les présidents. Cela améliorerait la transparence dans les relations internationales autant pour les électeurs que pour les relations entre États. De plus, un changement de vision entre deux mandats démontrerait qu'un président puisse être influencé à travers un apprentissage résultant d'un événement. L'importance de l'étude directe des leaders serait alors mise de l'avant comme une nécessité. Mais alors, que pouvons-nous conclure s'il n'y a pas eu de changement de vision malgré une variable dépendante altérée ? Une suggestion serait que la vision du monde des présidents n'est pas prioritaire dans l'adoption de politiques et donc, que d'autres facteurs, qu'ils soient d'ordre structurel ou qu'ils proviennent des élites, ont un impact plus grand que l'individualité dans les politiques étrangères.

Cette théorie en particulier a été choisie comme contribution sociale pour la création de preuves et la démonstration de l'existence d'un lien. Effectivement, nous considérons que les théories typiques des RI n'expliquent pas suffisamment ce changement. En d'autres termes, nous pensons que la subjectivité des leaders (individus) aurait un impact non négligeable sur l'état du monde et qu'elle n'est pas prise en compte dans les principales théories. En effet, ces dernières se basent plutôt sur une structure d'agentivité chez les États et non sur l'individualité. Or, face aux erreurs de prédictions et de conceptualisation du monde commises par ces mêmes théories et à la personnification des partis politiques, nous croyons que de ne pas s'y arrêter est une lacune. Mais aussi, nous croyons qu'il est intéressant d'amener des preuves empiriques plutôt que théoriques qui pourraient permettre justement des prévisions plus concrètes.

Nous avons ainsi tenté d'apporter, à l'aide du code opérationnel, les preuves d'un changement entre les deux mandats et/ou entre les deux présidents (George 1969 ; Walker et Mark Schafer 2000 ; Renshon 2008). Cette théorie, à travers les réponses à dix questions fondamentales, nous permet de cadrer les politiques adoptées par les leaders selon leur vision du monde. Les composantes du code opérationnel sont séparées en deux catégories de cinq critères : la première représentant les croyances philosophiques (la vision de soi par rapport à l'autre) et la seconde les croyances instrumentales (la vision de l'autre par rapport à soi). Donc, nous estimons que c'est une contribution importante aux relations internationales, qui pourrait aider à formuler de possibles prédictions sur le degré de coopération qui peut être attendu dans le système international suite à l'élection d'un nouveau président.

Les hypothèses

Nous avons choisi de nous concentrer sur les relations avec les alliés ainsi que les conseils institutionnels les plus importants en matière de relations internationales -comme le Conseil de Sécurité de l'ONU-, simplement parce que nous voyons ces relations comme étant grandement représentatives de la vision du monde d'un président. En effet, un comportement hostile envers certains types d'États est prévisible et est le symbole de tensions usuelles dans le système international. Or, un comportement antagoniste envers des alliés établis comme l'OTAN ou envers les États européens occidentaux est symptomatique d'un probable dérèglement dans les relations internationales.

En prenant pour acquis que les États sont représentatifs du leader en politique étrangère, nous tenterons d'expliquer les différences entre les politiques adoptées par les présidents à travers la théorie cognitive du code opérationnel. Ainsi, nous voulons répondre à la question de savoir comment s'est effectuée la transition dans les relations internationales américaines d'une politique plutôt unilatéraliste à une politique multilatéraliste face aux alliés dans les années 2000. Nous croyons pouvoir l'expliquer par la vision du monde différente des présidents, représentée par le code opérationnel. La variable dépendante est les politiques adoptées durant les différents mandats des

présidents sur un axe d'engagement d'unilatéralisme à multilatéralisme. La variable indépendante est le code opérationnel des présidents. En effet, la littérature sur le sujet semble indiquer une révolution à travers un changement d'approche drastique dans les politiques adoptées à l'international face aux autres États. Notre théorie indique donc qu'un changement de comportement est dû à un changement de considération face aux autres : « We assume that the leader's images of other actors' policies and actions reflect the leader's beliefs about politics, political conflict, and the nature of other actors. » (Schafer et Walker 2006, 33)

Ce mémoire cherche donc, à partir d'une étude mixte, quantitative et qualitative, à tester l'impact de l'individualité sur les politiques adoptées en politique étrangère. C'est à partir d'une comparaison entre deux présidents des États-Unis en effectuant une analyse de discours et une prise de données quantitatives, que nous tenterons de répondre à notre question de recherche.

Notre première hypothèse soutient que la vision du monde de George W. Bush présente une négativité générale lors de son premier mandat car, les politiques adoptées durant celui-ci sont plus conflictuelles et unilatérales. Notre deuxième hypothèse est qu'il y aura un changement dans la vision du monde de George W. Bush durant son deuxième mandat et qu'il présentera alors une vision du monde plus positive et coopérative, reflétée dans les politiques introduites de 2005 à 2008. Cela part du principe que si, par exemple, un président prend conscience que la meilleure approche pour atteindre ses objectifs est de coopérer avec les alliés, il le fera pour garder le contrôle sur la situation. Cette vision du monde pourrait être très similaire à celle d'Obama durant son premier mandat, étant donné leurs politiques étrangères qui se rejoignent sur de multiples points. Dans la généralité, les codes opérationnels (deuxième mandat de GWB et premier d'Obama) devraient être semblables dans leur degré de positivité. Dans la spécificité, différentes composantes des codes opérationnels peuvent être primordiales pour les présidents. Par exemple, Obama pourrait être plus coopératif vu son optimisme quant à la nature positive du monde. Il peut alors considérer qu'il doit opter pour des objectifs qui amènent davantage de coopération. Donc, la variable dépendante devrait s'avérer être une continuation entre le deuxième mandat de GWB et le premier mandat d'Obama. Nous

nous attendons alors à voir une certaine continuité dans la variable indépendante, même si les particularités peuvent légèrement fluctuer.

Or, nos résultats ont plutôt démontré le contraire. Les codes opérationnels des différents mandats sont très similaires dans les chiffres et ils sont en général assez positifs. Les différences, s'il y en a, ne sont généralement que d'un niveau dans l'échelle d'interprétation, ce qui est peu significatif. La théorie du code opérationnel n'ayant pas eu le dénouement escompté, il faut explorer d'autres approches pouvant expliquer la variation de la variable dépendante. Nous en proposons deux dans ce mémoire, soit la théorie des élites et celle de l'ordre international libéral d'Ikenberry.

Plan du mémoire

Le premier chapitre est la revue de la littérature où seront présentés la théorie du code opérationnel et l'axe d'engagement. Nous discuterons ensuite des politiques adoptées, des changements de position et des doctrines présentes dans les deux mandats de George W. Bush ainsi que le premier mandat d'Obama. Puis, nous discuterons du lien entre le code opérationnel et le multilatéralisme ainsi que les hypothèses ; nous offrirons aussi une théorie alternative, soit l'ordre libéral internationale d'Ikenberry. Le deuxième chapitre, la méthodologie, expliquera les études de cas, les comparaisons choisies de même que l'analyse de contenu. La sélection des données et l'opérationnalisation des variables dépendantes et indépendantes seront justifiées par la suite. Le dernier chapitre présente les résultats de la méthode de calcul du code opérationnel ainsi que la discussion des preuves révélées avec la variable dépendante et une explication plus poussée sur la méthode de codage. La recherche conclura sur une théorie alternative pouvant expliquer les résultats obtenus, soit la théorie des élites.

Chapitre 1 : La revue de la littérature des concepts

Nous présenterons dans ce chapitre la revue de littérature. Il est important d'introduire les études clés sur le sujet et d'expliquer les concepts importants pour la compréhension de ce mémoire. Nous aborderons en ordre la théorie cognitive, le code opérationnel, l'axe d'engagement, puis la coalition des volontaires.

1.1 La théorie cognitive dans les relations internationales

De nombreuses théories cherchent à expliquer le comportement des États dans l'ordre mondial. Dans le domaine des relations internationales, il s'agit largement de théories sur les structures des États dans le système. Or, elles participent davantage à réduire les choix des leaders à analyser selon un cadre rationnel que de démontrer comment le comportement de l'État peut être affecté par des variations chez l'individu (Horowitz et al. 2015, 26). La boîte noire de la subjectivité individuelle est peu abordée :

(...) it is fair to say that most contemporary theoretical work in IR gives the impression that its ground lies in states, or, in slightly alternative language, that whatever decision-making unit is involved, be it a state or a human being or a group, that this unit can be approximated as a unitary rational actor and therefore be made equivalent to the state (Hudson 2005, 2).

En effet, selon le projet TRIP, en 2020, seulement 13,7 % de tous les articles dans douze grands journaux scientifiques sur les relations internationales impliquent le rôle des individus (Holmes et al. 2021, 214). Le lien entre l'apport de l'individu et les effets dans le système international est encore peu mis de l'avant. Une explication est l'accent mis sur les grandes théories et la guerre des paradigmes : « Kristensen (2018) demonstrated how grand theory continues to structure IR scholarship, including among scholars not working expressly within its traditions » (Holmes et al. 2021, 217). En effet, ces paradigmes ne favorisent pas l'utilisation de la première image, soit de l'individu. Par contre, la politique étrangère américaine répond plus que les autres domaines des RI à la première image (Holmes et al. 2021, 214).

L'importance d'une analyse au niveau individuel découle du fait que les RI sont un domaine où le niveau d'analyse conceptuelle des événements se déroulant entre les États peut être fondé sur les prises de décisions individuelles ou en groupes des leaders (Hudson 2005, 1). C'est là où l'étude de la politique étrangère permet d'être à la base des RI, à travers la théorie spécifique aux acteurs, car le comportement d'un État dans les relations internationales peut être en partie dû au rôle de la personnalité du leader (Hudson 2005, 2 ; Maoz et Shayer 1987, 576). L'intégration des différents niveaux de la politique étrangère se fait à travers l'acteur humain dans son processus cognitif et son traitement de l'information. En effet, selon Jervis, les décisions et politiques clés nécessitent de faire référence aux croyances du leader prenant les décisions (1976, 28). Les preneurs de décisions ne peuvent donc pas être considérés comme un acteur ou un processus exogène aux actions de l'État (Hudson 2005, 10). Hudson va plus loin en considérant que les États ne peuvent être des acteurs vu leur manque d'agentivité dû à leur abstraction (2005, 2) : « theory is to identify the point of theoretical intersection between the primary determinants of state behavior: material and ideational factors. The point of intersection is not the state, it is human decision maker » (Hudson 2005, 3).

Les théories cognitives ou comportementales vont au-delà de la rationalité supposée de l'individu et de ses prises de décisions dans les grandes théories. Les prises de décisions dans les théories cognitives, en étant axées sur les individus, se basent sur une évaluation de l'environnement selon les prévisions de l'état actuel du monde (Hafner-Burton et al. 2017, 7). Les préférences sont personnelles à l'acteur et les différences dans les perceptions de ces dernières et celles des risques vont orienter ses choix et ses réactions (Horowitz et al. 2015, 32). Les individus ont rarement tous les éléments en mains ou la pleine conscience des informations lors de la prise de décisions. Elles sont ainsi intrinsèquement subjectives (Horowitz et al. 2015, 29). Par exemple, une étude comportementale par Kahneman et Tversky en 1974, démontre que l'utilité n'est pas évaluée en termes de pertes et de gains absolus pour un acteur, mais plutôt selon un point de référence. Il n'y a pas de symétrie dans une considération de pertes et de gains, même si leur ampleur est équivalente (Hafner-Burton et al. 2017, 8). C'est le concept selon lequel un individu possède un réservoir de connaissances dû à son parcours de vie, influençant ses décisions :

The U.S. experience in the Gulf War likely altered the views of a 1991 generation of policymakers such as George W. Bush, Donald Rumsfeld, and others who, observing the quick coalition victory over the Iraqi army, assumed that a more ambitious goal of regime change would be relatively easy to accomplish in 2003. (Horowitz, Stam, et Ellis 2015, 41)

Ainsi, l'étude de la politique étrangère est multiniveau et intégrative (Hudson 2005, 2). Les côtés positifs de se concentrer sur l'étude des individus à travers la politique étrangère sont : de présenter un point d'intersection entre les facteurs matériels et idéels de l'État et les preneurs de décisions, différents niveaux d'analyses, un concept plus poussé de l'agentivité face au changement, une plus grande concentration sur le pourquoi, moins de grandes généralisations de lois théoriques et un pont avec d'autres domaines (Hudson 2005, 3-5).

Cependant, il y a des auteurs comme Waltz qui considèrent les théories réductionnistes comme trop pointues (1979, 65). En d'autres termes, il y a un côté trop descriptif empêchant des généralisations valides. Un nouvel élément ou une variable vient créer une nouvelle cause dans les types d'explications, car la situation d'un acteur affecte son comportement. Cela engendre une prolifération infinie de variables (Waltz 1979, 65). Le système international doit nécessairement être le résultat des éléments explicatifs internes dans les théories réductionnistes, car : « from attributes one cannot predict outcomes if outcomes depend on the situations of the actors as well as on their attributes. » (Waltz 1979, 61). Puis, les choix d'actions des gouvernements ne peuvent pas être expliqués que par des variables nationales, car les variables du système international doivent être prises en compte : « since the variety of conditions internal to states is not matched by the variety of their external behaviors » (Waltz 1979, 26). Notons que pour Waltz, il est vrai que les théories politiques internationales ont échoué sur la prédiction d'événement. En outre, les décisions nationales utilisées par les théories réductionnistes sont pratiques, car elles semblent affecter directement tous les domaines de la vie politique (1979, 19).

Nous croyons que le fait de décrire le chemin des croyances, provenant des caractéristiques de la personnalité, et comment elles se traduisent en politique permet de

rendre visible l'effet de la personnalité sur les politiques (Horowitz et al. 2015, 54). En effet, les individus reçoivent de l'information de stimulus et d'autres acteurs dans leur environnement. Or, la réception de ces informations est biaisée en fonction de ce à quoi ils s'attendent et de ce qu'ils sont prêts à recevoir. Cet effet a tendance à confirmer les croyances existantes et mettre de côté les nouvelles informations (Jervis 1976 ; Rapport 2017 ; Renshon 2008). Donc, l'intériorisation de l'information crée des systèmes de croyances ou en d'autres termes, des schémas cognitifs : « that detail the causal and normative relations between different concepts that constitute beliefs » (Rapport 2017, par.17).

1.2 Le code opérationnel

Nous verrons dans cette section la présentation du concept du code opérationnel, son utilisation à travers la méthode quantitative et l'effet de l'apprentissage sur le changement de la vision du monde d'un individu.

Les croyances permettent aux individus d'analyser les situations dans le système international et de déterminer les actions possibles en politiques étrangères. Analyser les croyances nous permet alors de comprendre la prise de décision d'un leader en politique étrangère. Les croyances influencent les perceptions et l'évaluation d'événements politiques, et le processus de définition et d'estimation de celles-ci. Elles servent aussi de normes et lignes directrices influençant les décisions stratégiques et la structure d'un plan d'action (George 1969).

C'est ce que la théorie du code opérationnel cherche à démystifier. Nathan Leites est devenu le pionnier de cette théorie en publiant *The Operational Code of the Politburo* (1951) et *A Study of Bolshevism* (1953). Ce sont des études de la psychologie de la prise de décision en politique étrangère de l'idéologie bolchévique. C'est néanmoins Alexander George, en 1969, qui a réellement diffusé la méthode en la vulgarisant dans *The Operational Code : A Neglected Approach to the Study of Political Leaders and Decision-Making*. Il a facilité, pour les politologues, l'utilisation du concept

en créant une structure à partir de questions séparées selon les croyances philosophiques (épistémologiques à l'époque) et instrumentales. Les croyances philosophiques sont la vision des autres par rapport à soi dans le monde international, soit les attributions extérieures qu'un leader associe aux autres acteurs (Schafer et Walker 2006, 31). Les croyances instrumentales sont la relation *ends-means*, soit la vision de soi dans le monde international. En d'autres termes, ce sont les attributions internes que le leader relie à sa meilleure approche d'une action politique (Schafer et Walker 2006, 31). Cinq questions dans chaque type de croyances permettent d'observer la carte cognitive du leader et de déterminer si les changements politiques ont eu lieu par l'influence de ces canaux.

Tableau 1 : Les questions du code opérationnel

Croyances philosophiques	Croyances instrumentales
P.1 Quelle est la nature de la vie politique et le caractère des adversaires politiques ; plutôt amical ou conflictuel ?	I.1 Quelle est la meilleure approche de sélection des buts/objectifs pour entreprendre une action politique entre le conflit et la coopération ?
P.2 Quelles sont les chances de réaliser ses aspirations et ses valeurs politiques ; plutôt optimistes ou pessimistes ?	I.2 Quelle est la manière la plus efficace d'atteindre ses objectifs entre le conflit et la coopération ?
P.3 Dans quelle mesure est-il possible de prévoir le futur politique ?	I.3 Comment sont calculés, contrôlés et acceptés les risques d'une action politique ?
P.4 Quel contrôle un acteur peut-il avoir sur l'évolution historique et quel est son rôle dans le façonnement de l'histoire ?	I.4 Quelle est le meilleur équilibre des actions pour progresser dans l'atteinte de ses intérêts ?
P.5 Quel est le rôle accordé à la chance dans l'évolution historique et humaine ?	I.5 Quelles sont l'utilité des moyens et leur importance pour progresser dans l'atteinte de ses intérêts ?

(Walker 1990, 405 ; Georges 1969, 201-216)

Ce sont les réponses à ces questions qui structurent les prises de décisions en politique étrangère. Cela représente donc la vision du monde d'un individu à travers le code opérationnel. Ces réponses sont mesurées par une méthodologie à distance, car on y accède à l'aide des écrits et des discours de ces leaders. En effet, Leites (1953), Georges (1969) et Holsti (1977) utilisaient le concept de manière qualitative en analysant systématiquement tous les écrits des acteurs étudiés. Présentement, c'est plutôt l'approche quantitative qui a été privilégiée à partir des discours. Cela est justifié par le fait que les caractéristiques psychologiques d'un individu peuvent être perçues et étudiées

par leurs comportements verbaux. Ceux-ci indiquent le « *state of mind* » de l'individu (Walker et al. 1998, 176) : « The premise for the system is that the way individuals speak about power relationships in the political universe will tell us much about their beliefs regarding the exercise of power. » (Schafer et Walker 2006, 30). Cela oriente donc l'analyse du leader en prenant en compte les décisions au lieu des perceptions comme variable dépendante. Ces décisions sont examinées par les interactions stratégiques faites par les décisionnaires (Schafer et Walker 2006, 16).

Pour faciliter l'analyse quantitative, des indicateurs ont été créés afin de pouvoir automatiser les études. En effet, Walker, Schafer et Young ont construit des indices répondant aux questions (1998). Cette méthode sera expliquée dans la section méthodologique de ce mémoire, mais précisons seulement que les indicateurs sont évalués en identifiant des propriétés associées aux croyances manifestées et simplifiées en valence positive (coopération) ou négative (conflit). Ces valences de soi et de l'autre sont, selon cette théorie, associées à un comportement conflictuel ou coopératif adopté lors de l'exercice du pouvoir dans le cadre des relations avec les autres. Plusieurs études ont analysé l'impact des codes opérationnels des leaders sur la politique étrangère. Nous en présentons cinq ci-dessous.

Jonathan Renshon a analysé le code opérationnel de George W. Bush de 1998 au 20 juillet 2007 (2008, 821 et 828). Le but était de comprendre les décisions, surtout controversées, prises lors de son premier mandat et si ses croyances étaient modifiées par les événements extérieurs à son agentivité (Renshon 2008, 821). L'étude a démontré un certain soutien pour le changement de rôle et surtout que les événements traumatisants ont été la cause du changement des croyances (Renshon 2008, 841).

Walker et Schafer ont étudié le code opérationnel de Lyndon Johnson, à partir de l'analyse de sources publiques, dans le contexte de la défense aérienne et terrestre au Vietnam du Sud de novembre 1964 à juillet 1965 (Walker et Schafer 2000, 529). Ils ont également analysé le cercle de conseillers du président, mais à partir de sources privées,

et ont comparé leurs codes opérationnels. Le but était de voir s'il y avait des changements dans le temps pour chaque code opérationnel, si ces derniers étaient semblables entre eux et si la vision de Johnson dépendait du domaine abordé (Walker et Schafer 2000, 535). Walker et Schafer ont constaté que le code opérationnel de Johnson était coopératif, mais diminuait en intensité et en positivité lorsqu'il s'agissait de la guerre au Vietnam. Les codes opérationnels de ses conseillers étaient plus conflictuels que lui (2000, 541).

Feng emploie, entre autres, le code opérationnel pour prédire le conflit potentiel sur le détroit de Taiwan dans l'examen et la comparaison des croyances des anciens chefs d'État, Hu Jintao et Chen Shuibian (2006, 152). Il est parvenu à la conclusion que leur code opérationnel tend vers la coopération, mais que le résultat de leur actions n'est pas le même et n'est respectivement pas acceptable pour l'autre (Feng 2006, 166). Les États-Unis auront aussi un impact important sur l'évolution de la situation (Feng 2006, 167).

Sam Robison, quant à lui, utilise la théorie du code opérationnel, afin d'analyser si l'événement du 11 septembre 2001 a eu un impact sur les croyances de GWB et celles de ses conseillers (Robison 2006, 102). L'influence de cet événement sur les décisions de politique étrangère prises par l'administration Bush pourrait être mise en lumière par leurs approches et leur vision du système international (Robison 2006, 104). Ses résultats montrent que le 11 septembre a créé un changement de croyances chez GWB et que les politiques plus agressives adoptées à la suite de l'événement sont corrélées avec cette variation du code opérationnel (2006, 122). Les membres « *hawks* » de son gouvernement l'étaient au préalable, mais GWB concorde davantage avec leurs lignées après les attentats du 9/11 (Robison 2006, 123).

Crichlow analyse la cohérence des tactiques internationales de Margaret Thatcher et des membres importants de son gouvernement avec les prédictions fondées sur leur code opérationnel (2006, 78). Les codes opérationnels et les préférences en politique étrangère ont un rôle sur la cohésion dans les choix de politique étrangère : « Even if every foreign policy action taken by world leaders does not fit the strategic template in

every instance, it is apparent that the operational codes of the members of the Thatcher government shaped their general strategic orientations » (Crichlow 2006, 98).

Nous suivons le principe selon lequel le code opérationnel est généralement stable, car les individus ont tendance à analyser les événements pour les conformer à leurs croyances préexistantes, l'apprentissage pouvant même renforcer ces dernières. Or, un changement par l'apprentissage ou un événement traumatisant peut modifier les croyances philosophiques (George 1969 ; Renshon 2008). Nous nous attendons à un apprentissage de la part de George W. Bush lors de son deuxième mandat face aux conséquences négatives que génère l'impression d'unilatéralisme qui est perçue à l'étranger.

Concernant l'apprentissage, premièrement, la littérature sur le code opérationnel associe régulièrement la notion de changement à celle d'apprentissage. Pour Levy, l'apprentissage par l'expérience est « a change of beliefs (or the degree of confidence in one's beliefs) or the development of new beliefs, skills, or procedures as a result of the observation and interpretation of experience. » (1994, 238). C'est-à-dire que le code opérationnel d'un acteur peut évoluer avec le temps, car ses croyances dans sa compréhension de soi et de l'autre fluctuent à travers un apprentissage par l'expérience. Cette altération est alors mise en lumière par des changements se répercutant sur les politiques étrangères. Il y a trois types d'apprentissages par expérience : l'apprentissage simple (changement dans les croyances instrumentales), l'apprentissage par diagnostic (changement dans les croyances philosophiques) et l'apprentissage complexe (changement dans les croyances maîtres philosophiques et instrumentales modifiant les préférences stratégiques) (Malici 2006, 132-34).

Il y a deux autres types d'apprentissages qui peuvent aussi avoir lieu. L'adaptation structurelle est un changement de comportement dû à une adaptation au contexte environnemental (changement dans la balance des pouvoirs de l'État, nouveau domaine plus important en politique étrangère ou un changement de cible de la part de l'État). L'apprentissage par la socialisation est dû à un changement de comportement

d'adaptation influencé par les actions des autres États (Levy 1994, 298 ; Schafer et Walker 2006, 16). Cependant, le seul apprentissage nécessitant un changement direct dans les croyances d'un leader en soi est celui par l'expérience (Schafer et Walker 2006, 16 et 239). Les deux autres mécanismes sont des changements de comportements, ils ne requièrent pas de modifications dans les croyances pour avoir lieu. Ces apprentissages peuvent, à travers le temps, avoir un impact sur les croyances. N'étant pas des processus créant nécessairement une transformation sur les politiques étrangères, c'est plutôt l'effet de l'apprentissage par l'expérience que nous nous attendons à observer.

Donc, le code opérationnel, étant le système de croyances d'un individu, sert comme un prisme de sa carte cognitive de la politique en simplifiant la réalité perçue (George 1969).

1.3 L'axe d'engagement

À partir du code opérationnel, ce que nous désirons expliquer est le processus de l'axe d'engagement. La théorie, comme expliquée ci-haut, nous sert de variable indépendante qui permettra d'expliquer le comportement d'une partie de la variable dépendante qui est l'axe d'engagement. Nous considérons l'axe d'engagement comme le spectre des types de politiques étrangères choisies par un acteur agissant seul (unilatéraliste) ou incluant d'autres acteurs (multilatéraliste). Comment se fait un changement d'implication de l'acteur ou un changement d'influence est ce qui nous intéresse ici.

Nous suivons davantage les théories libérales que réalistes du concept du multilatéralisme, car nous trouvons que cela s'applique davantage avec notre perspective constructiviste et cognitive. Les théories libérales (et institutionnalistes) sont donc basées sur l'individualité des agents dans les relations internationales (gouvernements, sociétés nationales, institutions internationales). Elles précisent aussi que les intérêts des États sont changeants et ne doivent pas être considérés comme acquis (Risse-Kappen 1995, 34). Pour nous, si le gouvernement américain prend des décisions multilatérales en politique étrangère, cela signifie que c'est principalement le président qui tend vers le

multilatéralisme, car il a plus de pouvoir exécutif que le Congrès dans ce domaine (Masters 2017).

Il y a de nombreuses définitions du multilatéralisme. La définition élémentaire est une coordination par l'entente entre des règles et normes préalablement établies entre trois États ou plus (Ikenberry 2003, 534). Pour l'unilatéralisme, nous considérons que c'est : « a situation where the powerful state disrespects multilateral norms and adopts a self-centered foreign policy » (Wedgwood 2002 cité dans Tago 2017).

Les normes sont une des explications non seulement du principe de la paix démocratique, mais aussi des identités collectives. En effet, les normes démocratiques mènent les processus de décisions internes à l'État, mais elles s'exportent aussi à l'international (Risse-Kappen 1996, 299). Les différences dans les interactions entre les États sont donc fondamentalement liées à l'appartenance (Risse-Kappen 1996, 297). Considérant l'importance des normes, ces dernières amènent des considérations de consultations, de consensus et d'égalité en permettant une influence sur les intérêts et le comportement de l'autre. Cela conduit le leader à former ces préférences en prenant en compte les demandes de ses alliés ou en les consultant. Aussi, elles servent de lignes directrices concernant les comportements à adopter par les membres (Risse-Kappen 1996, 298). Par conséquent, l'existence de cette collectivité de valeurs et de normes affecte l'identité des acteurs ainsi que leurs intérêts nationaux. Les autres membres de la communauté ont une influence sur les considérations des politiques étrangères : « the more allies appeal to the sense of community and/or the more the community consensus is invoked by U.S. actors during the internal discourses » (Risse-Kappen 1995, 34).

Cette notion d'identité collective des acteurs ayant en commun un système démocratique amène l'idée du « nous » entre les membres du groupe et de « l'autre » étant hors des frontières de l'appartenance collective : « Identities then prescribe norms of appropriate behavior toward those perceived as part of "us" as well as toward the "other." » (Risse-Kappen 1996, 297). Donc ceux étant considérés comme « l'autre », c'est-à-dire à l'extérieur de la communauté, sont perçus comme des menaces potentielles

et constantes aux valeurs communes. C'est la collectivité formée par l'identité commune qui génère la perception d'une menace et non la perception de menaces qui créent une collectivité à long terme (Risse-Kappen 1995, 32).

À partir de là, nous pouvons extrapoler qu'un comportement unilatéraliste signifie que l'influence n'est plus acceptée par l'État américain. Nous pouvons penser que l'utilisation des normes s'est modifiée pour ne plus prendre en compte la communauté. La définition du « nous » peut alors graduellement ne plus être la même : « By the same token, decreasing norm compliance gradually deinstitutionalized the relationship and also reduces the sense of community. The norms are not static but subject to change by the practices of actors » (Risse-Kappen 1995, 214).

Nous considérons que notre théorie du code opérationnel peut être en partie basée sur cette notion. Considérant l'identité commune et le principe du « nous », une vision négative des autres dans le système international peut vouloir indiquer une rupture avec les alliés. Ainsi, des décisions nationales unilatéralistes prises par un président américain indiqueraient un changement dans sa vision du monde : « If there is a strong sense of community institutionalized in norms prescribing frequent consultation, one would expect transnational politics to affect outcomes, because the boundaries between the domestic and the international realm start blurring » (Risse-Kappen 1995, 208). Un État ayant confiance en sa place dans le système et dans son identité collective sera moins conflictuel dans sa vision du monde et plus confiant dans ses chances de réaliser ses aspirations, de prévoir le futur politique et de détenir un contrôle sur l'évolution historique. Nous croyons aussi que cela influencera ses croyances par rapport aux autres et que la coopération sera davantage promue, car la communauté sera comptée dans son calcul. Par exemple, concernant la crise de Suez :

The French learned different lessons from the crisis than did the British, as far as the collective identity of the transatlantic community was concerned. The case shows that actors' interpretations of specific events may lead to changes in how they perceive their identity, which then results in changing their practices. (Risse-Kappen 1996, 307)

C'est, nous pensons, l'élément qui peut avoir joué dans le cas de GWB. Certes, le résultat pourrait être différent, car le « nous » peut ne pas concerner que les États-Unis,

mais aussi les alliés. Nous pensons que la différence peut être visible dans les discours entre ces deux types de « nous ».

Par conséquent, être membre de la communauté démocratique est un élément de l'identité américaine dans la politique internationale qui détermine les stratégies adoptées par les leaders en se fondant sur des intérêts communs plutôt qu'unilatéralistes (Risse-Kappen 1995, 208 ; Council On Foreign Relations s.d.). Le multilatéralisme crée aussi le mécanisme de négociation pour l'État le plus puissant : « It accepts some restrictions on how it can use its power. » (Ikenberry 2003, 541), ce qui n'a majoritairement pas été le cas durant la guerre en Irak qui sera expliquée plus bas. Ikenberry précise qu'en matière de politiques étrangères, les décisions unilatérales, impliquant le rejet de traités ainsi que des normes et des alliés, ne constituent pas une lignée récente. Ça serait plutôt leur niveau d'importance qui aurait pris une plus grande ampleur (2003, 533).

Le multilatéralisme amène aussi une diminution dans l'autonomie politique des États, car il faut tenir compte des membres de la communauté, ainsi que des valeurs et des normes préalablement établies (Ikenberry 2003, 534-35). Il devrait donc y avoir une restriction stratégique en ce qui concerne les décisions en politique étrangère de la part des États-Unis. Or, les États-Unis laissent de côté cette restriction stratégique et s'éloignent du respect des principes communs, pour mettre leurs propres intérêts, américains, de l'avant : « The struggle between the United States and its security partners over how to deal with Iraq put American strategic restraint and multilateral security cooperation to the test. » (Ikenberry 2003, 542). En effet, les alliés occidentaux ont tenté, à travers le Conseil de Sécurité de l'ONU, de forcer une restriction stratégique et de contrer l'unilatéralisme des États-Unis, alors que ces derniers ont voulu une légitimation politique de leurs décisions unilatérales à travers cette institution internationale : « The Bush administration seeks to protect its freedom to act alone while giving just enough ground to preserve the legitimacy of America's global position and garner support for the practical problems of fighting terrorism. » (Ikenberry 2003, 542). Ce multilatéralisme de dernière minute n'en est pas un, car encore une fois, il ne compose pas avec les normes et les valeurs de la communauté démocratique. Ainsi, le multilatéralisme peut être considéré comme

l'inverse des coalitions ad hoc, car il vient des normes et des principes et non d'interactions stratégiques concernant un événement (Ikenberry 2003, 534). Cela nous amène justement au concept des coalitions.

Les coalitions

Une coalition est un concept différent d'une communauté (Ikenberry 2003, 534). Les coalitions militaires misent sur l'efficacité de la justification politique (Weitsman 2011, 30). La définition de la coalition des volontaires (terme utilisé en rapport avec la guerre en Irak) est la même que celle d'une coalition : « Coalitions are ad hoc multinational understandings that are forged to undertake a specific mission and dissolve once that mission is complete. » (Weitsman 2011, 31). Selon le concept de l'ordre libéral, les coalitions ad hoc sont considérées comme tirant davantage vers l'unilatéralisme. Les opérations militaires sont les démonstrations multilatérales les plus importantes puisque : « policymakers think nothing of dismissing coalition operations as unilateral if one country takes the lead in decision making. » (Weitsman 2011, 30).

Plusieurs alliances militaires sont entrées en jeu lors de la guerre en Afghanistan, dont la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) de l'OTAN, qui avait une certaine importance. Les victimes des tirs amis et les mésententes sur le partage des charges peuvent également expliquer le changement vers une coalition militaire en Irak, de même que le fait que de nombreux alliés traditionnels de l'alliance étaient contre l'intervention (Weitsman 2011, 47).

La guerre en Irak, en revanche, a été marquée par une coalition militaire. Le but était d'atteindre les objectifs de l'intervention américaine afin de servir l'intérêt national des États-Unis : « contemporary coalitions are being formed with an eye to legitimizing international operations » (Weitsman 2011, 32). Concrètement, les intérêts des coalitions ne sont pas toujours centrés sur les intérêts de la nation les ayant créées. Les coalitions permettent aussi la délégation de mandats lorsque les intérêts de l'État ne coïncident pas avec l'action à mener. Par exemple, le gouvernement de Bush était contre l'édification de

la nation en Irak ; ce mandat a fini par être transféré à l'ONU (UNAMI) (Weitsman 2011, 42). La coalition de l'invasion en Irak a servi de légitimité internationale pour protéger les décisions de politiques étrangères. La plupart des États de la coalition, excepté le Royaume-Uni et l'Australie, n'ont pas alloué de soldats et eu de réels impacts dans les opérations militaires (Ikenberry 2015, 542 ; Weitsman 2006). Pour que la guerre soit considérée comme multilatérale, la plupart des États ont dû être payés (Weitsman 2006, par.4 ; Weitsman 2011, 38). Malgré tout, cela n'a pas aidé l'opinion publique internationale, selon un sondage de Pew Global concernant l'intérêt des États-Unis envers ses alliés. La croyance en l'unilatéralité américaine est ce qui prédomine (Weitsman 2006, par. 8).

En conclusion, nous avons présenté notre cadre théorique ainsi que le concept de l'axe d'engagement. Nous avons montré le lien théorique entre l'impact psychologique de la vision du monde des présidents sur le multilatéralisme et l'appartenance à une communauté et à son système de normes. Il est alors important de poursuivre avec une explication de la dimension psychologique, en tentant de tester empiriquement cette relation. Le prochain chapitre présente un résumé des décisions de politiques étrangères qui révèlent un unilatéralisme ou un multilatéralisme substantiel. En effet, c'est la démonstration du lien entre les politiques adoptées et l'axe d'engagement, et la catégorisation de la relation.

Chapitre 2 : La revue de littérature des politiques étrangères adoptées

Nous présenterons dans ce chapitre les politiques étrangères adoptées de 2001 à 2013, correspondant aux deux premiers mandats de George W. Bush et au premier mandat de Barack Obama, afin de déterminer quel contexte peut expliquer leur vision du monde. Ensuite, les hypothèses ainsi que les résultats attendus seront présentés.

Les décisions relatives aux relations internationales représentent la variable dépendante. Ces décisions représentent des structures et des changements de politiques fondés sur la littérature dans le domaine. Nous nous baserons sur celle-ci pour vérifier nos hypothèses, établies selon notre théorie du code opérationnel.

La première section abordera les politiques adoptées en référence à l'Afghanistan, suivies de celles concernant l'Irak. Les deux autres sections présenteront les politiques adoptées à l'OTAN et celles adoptées par les institutions internationales. Il est plus simple, pour démontrer l'axe d'engagement, de se concentrer sur les décisions en politique étrangère favorisant le multilatéralisme plutôt que de simplement aborder les mêmes guerres pour dégager les différences. En effet, les interventions en Irak et en Afghanistan ne sont plus le seul et principal centre d'intérêt en matière de politique étrangère lors du deuxième mandat. Pour Bush, cela peut être dû au fait que son deuxième mandat représente aussi un retour aux questions de politique nationale, surtout après les élections de mi-mandat, où le congrès est tombé aux mains des démocrates, et après la crise économique de 2008.

2.1 Le premier mandat de George W. Bush

Les interventions en Afghanistan et en Irak reflètent plusieurs des décisions prises en politique étrangère lors du premier mandat de GWB. On peut observer, dans ces guerres, les différents concepts présentés plus bas. Ceux qui ressortent du premier mandat de George W. Bush sont l'exceptionnalisme américain, la promotion de la démocratie par la force militaire et la guerre préemptive à travers la doctrine Bush et l'unilatéralisme par

la coalition des volontaires. La théorie néoconservatrice sera aussi présentée.

2.1.1 Les politiques adoptées

Afghanistan

Suite aux attentats du 11 septembre, l'article 5 de la convention de l'OTAN a été invoqué par son secrétaire général adjoint, Edgar Buckley, pour déterminer les plans de défense et les opérations. Les États-Unis ont soutenu cette décision, mais y sont allés avec leur propre doctrine, comme annoncée par Paul Wolfowitz, à savoir que la mission détermine la coalition malgré tout. C'est à eux de décider de l'aide qu'ils veulent recevoir (Buckley 2006, par. 3 et 21).

C'est la résolution du Congrès américain, signée par Bush, le 18 septembre 2001, autorisant l'utilisation de la force contre les attaquants non précisés du 9/11, qui a permis l'intervention en Afghanistan. C'est aussi une loi clé pour l'administration puisqu'elle permet de justifier la guerre contre le terrorisme au sens large, incluant l'invasion en Irak et d'autres mesures comme celles concernant Guantanamo Bay (Council On Foreign Relations s. d.). L'administration de GWB s'est tout de même assurée, à ce moment, d'avoir le support préalable de l'ONU pour une intervention militaire. La résolution 1368 du 12 septembre 2001 du conseil de sécurité permet toutes les étapes nécessaires pour répondre au 9/11, sans préciser explicitement l'intervention militaire américaine ou le chapitre VII de l'ONU elle-même (Katzman et Thomas 2017, 6).

Le 7 octobre 2001 marque la première opération en Afghanistan (*Enduring Freedom*), menée par les États-Unis et le Royaume-Uni contre Al-Qaida et les talibans. C'est surtout l'armée de l'air américaine qui est en activité, aidée par les forces spéciales et l'Alliance du Nord (Council On Foreign Relations s.d. ; Katzman et Thomas 2017, 7). La plupart des alliés, dont le Canada, l'Australie, l'Allemagne et la France, ont confirmé vouloir apporter leur soutien. C'est à travers l'opération Anaconda que les armées des États alliés interviendront avec l'ajout du Danemark et de la Norvège (Witte 2010).

En novembre 2002, c'est le début de l'opération de reconstruction. C'est à ce moment qu'une alliance entre l'armée américaine, l'ONU et des ONG se crée pour faciliter le développement et le respect du gouvernement afghan. Le modèle est basé sur des équipes de reconstruction provinciale qui finiront par être complètement sous la direction de l'OTAN (Council On Foreign Relations s. d.).

En mai 2003, c'est la fin des combats majeurs en Afghanistan annoncés par Donald Rumsfeld. À ce moment, l'attention médiatique et de l'État américain a déjà été transférée vers l'invasion en Irak. En effet, au même moment, GWB se charge du discours annonçant la « fin » des opérations majeures en Irak (Council On Foreign Relations s.d.).

Le 8 août 2003, les forces de sécurités internationales passent sous le contrôle de l'OTAN, constituant la première opération de gestion de l'OTAN hors Europe. Les responsabilités de cette force sont également augmentées. L'ISAF, la Force Internationale d'Assistance de Sécurité, instaurée en décembre 2001 lors de la conférence de Bonn par le Conseil de Sécurité de l'ONU a pour mandat de : « (...) provide security in and around Kabul ; its area of operations gradually expands until Oct. 5, 2006, when it takes responsibility for the entire country » (Frontline-PBS s.d.).

Concernant l'engagement des États-Unis dans cette intervention, ils ont brimé l'aide des alliés et des autres forces militaires au début des opérations, en la restreignant au confinement de Kabul : « That choice was directed by the Pentagon, which insisted on a "light footprint" out of concern that Afghanistan would become a drag on U.S. resources as attention shifted to Iraq » (Witte 2010). En effet, les conseillers de GWB, Cheney et Rumsfeld, favorisaient une guerre en Irak parallèle à celle en Afghanistan. Bush a finalement choisi d'intervenir une fois la situation en Afghanistan maîtrisée (Woodward 2002, 47).

Irak

L'idée d'étendre la guerre à l'Irak est présente depuis l'arrivée de l'administration de Bush au pouvoir (Woodward 2002, 47). Mais c'est lors du discours de l'Axe du Mal

que l'Irak a été déclaré comme représentant une menace par le gouvernement de George W. Bush. Le remplacement du régime de Saddam Hussein était déjà énoncé comme une nécessité en 1998 par le gouvernement de Clinton (*Iraq Liberation Act*). N'oublions pas la guerre du Golfe en 1991, conduite par le gouvernement de George H.W. Bush, qui ne concernait toutefois pas le régime politique de Saddam Hussein ou les buts relatifs à la promotion de la démocratie (Musawi 1998). Plusieurs États comme la France, et même l'Angleterre, au départ, étaient contre l'agressivité, considérée comme illégitime, démontrée par GWB (Gregg II 2016). Lors du discours de GWB à l'ONU, en 2002, ce sont des notions unilatéralistes qui ont été mises de l'avant comme : « We cannot stand by and do nothing while dangers gather » (cité dans Howard 2010, 494).

Lors de rencontres avec les conseillers membres du conseil de guerre, Powell préside et cherche l'aval de l'ONU et la légitimité nécessaire pour établir une coalition internationale. Bush donnera son accord, tout en précisant qu'aucun État ne va dicter les conditions de la guerre sauf eux : « He also urged Powell and Rumsfeld to emphasize in their briefings that the international coalition would change with the requirement of the war effort, that different countries would be asked for different contributions, that this would not be a single, grand, unchanging coalition » (Woodward 2002, 103).

La rhétorique unilatéraliste du gouvernement s'est adoucie suite à la décision de passer par une demande d'intervention à l'ONU pour s'assurer que l'intervention soit perçue comme étant légitime (Woodward 2002, 350). Cependant, le changement de discours, dorénavant plus diplomatique, n'est que temporaire : « has been accompanied by repeated lurches back into bellicosity and threats of military action as negotiations have made little or no progress. » (Hurst 2009, 163). La décision d'intervenir en Irak avait déjà été prise par l'administration avant les tentatives à l'ONU. En octobre 2002, aucune nouvelle résolution, vue le blocage de la Russie et de la France, n'a permis aux États-Unis d'intervenir militairement (Howard 2010, 494). En effet, les alliés ont décidé de ne pas intervenir, même si cela n'a pas arrêté les États-Unis. Le résultat fut que le coût d'agir a augmenté : « Unable to balance American military power, France, Germany, Russia, and China created a coalition to balance American soft power by depriving the United States of the legitimacy that might have been bestowed by a second resolution. » (Nye

2003, 66).

C'est alors que le Congrès américain a donné l'autorité au gouvernement de GWB d'intervenir unilatéralement en Irak (Howard 2010, 494). Or, de nombreux alliés traditionnels, comme la France et l'Allemagne, ayant la puissance militaire de s'associer aux États-Unis, ne l'ont pas fait par opposition à la guerre. Et ceci, même lorsque les États-Unis désiraient déléguer les interventions concernant l'édification de la nation (Daalder et Lindsay 2005, 168). Il y avait toujours en arrière-plan l'idée que la guerre contre le terrorisme était menée par les États-Unis. Ainsi, pour participer à l'intervention, les autres États devaient suivre et changer leurs intérêts nationaux pour se rallier aux intérêts américains (Woodward 2008, 327).

L'invasion américaine en Irak a débuté le 19 mars 2003 avec l'opération *Iraqi Freedom*. La force de la coalition était composée majoritairement des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Australie. Le 1er mai 2003 c'est la fin des combats majeurs annoncés par GWB (Council On Foreign Relations s.d.). Les raisons principales de l'invasion étaient la possession présumée d'armes de destruction massive par le gouvernement de Saddam Hussein, ce qui s'est plus tard avéré faux. C'est plutôt les concepts de guerre préemptive et de propagation de la démocratie qui ont été appliqués. Le but était que la défaite de l'Irak et du gouvernement de Saddam Hussein envoie un message aux autres États du Moyen-Orient (Gause III, 2009). C'était une démonstration de la puissance américaine, suivant l'exceptionnalisme américain et la doctrine de Bush.

Il y avait tout de même des forces de coalitions en Irak : Les Forces opérationnelles interarmées, suivi de la multinationale Force-Irak le 15 mai 2004. L'OTAN avait également un pied à terre en Irak, soit les missions d'entraînement de l'armée et de la police irakienne (de 2004 à 2011) (Council On Foreign Relations s. d.). Pourtant, nous ne considérons pas réellement cela comme du multilatéralisme vu la faiblesse de la plupart de l'aide dispensée, comme expliquée dans la section sur les coalitions.

2.1.2 L'exceptionnalisme américain

Les politiques qui ont marqué le premier mandat de Bush ont été examinées ci-haut. Afin de bien comprendre les impacts de ces dernières, nous aborderons à présent les racines philosophiques de ces politiques. Dès lors, l'exceptionnalisme américain est un concept important pour comprendre les actions en politique étrangère et les types d'engagements des présidents. Le fondement de ce concept est : « the idea that the United States has a set of characteristics that gives it a unique capacity and responsibility to help make the world a better place » (Sullivan 2018). Les définitions sont diverses, mais :

the more or less agreed upon archive concerned with what made America exceptional would include the following propositions: the United States and its citizens are divinely ordained to lead the world to betterment; the United States differs politically, socially, and morally from the Old World of Europe; and the United States is exempt from the "laws of history" that lead to the decline and downfall of other great nation. (Pease s.d., 1.26)

Le sentiment de différence des États-Unis avec les autres États est lié à leur histoire nationale et aux circonstances de leur création qui sont soi-disant uniques. L'idée d'atteindre la liberté universelle vient du critère divin, unique ou supérieur de la naissance de l'État. C'est ce sentiment qui, de concert avec le libéralisme, crée l'idée que les États-Unis sont investis de cette mission. Divers présidents, dont Wilson, à travers un internationalisme libéral, ont mis de l'avant cet idéal dans leur identité politique nationale (Daalder et Lindsay 2003, 5 ; Monten 2005, 119). Cela se reflète dans la politique étrangère : « as the belief that Americans are "a chosen people," an elect nation guided by a "special providence" to demonstrate the viability and spread of the democratic institutions and values that inform the American experiment » (Monten 2005, 119). George W. Bush est un autre président connu pour incarner l'exceptionnalisme américain dans ses décisions et dans la justification de ses actions. Les différences entre les présidents sont davantage exprimées dans la manière dont ils conçoivent le pouvoir américain dans l'atteinte des objectifs de cette mission.

Selon GWB, la mission morale des États-Unis s'exporte à travers la culture occidentale, mais également par le pouvoir militaire et politique de l'État. C'est la

croissance qu'ils sont « "the sole pillar upholding a liberal world order that is conducive to the principles [the United States] believes in. » (Kagan 2003 cité dans Monten 2005, 112) L'exceptionnalisme américain présent dans la vision du président amène aussi la croyance selon laquelle seul le pouvoir américain et la volonté de l'utiliser à grand escient garantirait les intérêts américains à l'international. L'administration Bush croit que le suivisme (*bandwagoning*) est plus commun et naturel que l'équilibrage (*balancing*) des autres États qui leur font face (Monten 2005, 148).

GWB souhaite ainsi que les autres États combattent le terrorisme en coordonnant leurs intérêts nationaux avec ceux des Américains (Woodward 2002, 327). De plus, la force militaire est requise pour modifier le statu quo international et pour intervenir face aux États-voyous (Daalder et Lindsay 2005, 13-14). Concrètement, cela résulte en une modification des règles d'engagement à l'international en favorisant l'utilisation de coalition ad hoc à défaut des alliances permanentes.

Donc, l'exceptionnalisme américain pour GWB semble être plus concret et important que pour de nombreux présidents et serait une notion importante à mettre de l'avant dans la compréhension de ses croyances.

2.1.3 La doctrine Bush

Dès le début de son mandat, George W. Bush a, à travers ses actions, envoyé de forts signaux concernant ses stratégies de politique étrangère. En effet, il a cherché à se dissocier des institutions mondiales auxquelles ses prédécesseurs s'étaient associées et des accords multilatéraux qu'ils avaient conclus. Il s'est retiré de l'accord de Kyoto, malgré la ratification de son pays (mars 2001), et du traité sur les missiles balistiques (décembre 2001). Il a également retiré la signature américaine de la Cour pénale internationale (mai 2002) (Kreft 2005, 69 ; Snyder 2003, 8 ; Zaborowski 2008). Ce sont des actes qui, en exprimant un rejet du système de normes internationales, font preuve d'unilatéralisme, et ont donc le potentiel d'aliéner les alliés. Néanmoins, il a réellement commencé à se focaliser sur les questions de politique étrangère suite au 9/11. Il n'est pas

le premier président à démontrer de l'unilatéralisme, il est seulement le plus radical et le plus visible. Contrairement à ses prédécesseurs, c'est une stratégie qui a eu recours à l'« unilateralism (the idea that US international politics is something that can be decided alone at home) with a reliance on military assets » (Guzzini 2002, 291).

La doctrine Bush représente les politiques étrangères spécifiques à l'administration de George W. Bush. Il s'agit de l'ensemble des mesures distinctives observées à travers les discours de l'administration, culminant avec le rapport sur la stratégie en matière de sécurité nationale en septembre 2002. La première apparition annonçant la révolution Bush serait dans le discours faisant suite aux attentats du 11 septembre 2001 où les États-Unis ne feront : « no distinction between the terrorist who committed these acts and those who harbor them » (Bush 2001). C'est la présentation d'une ligne directrice plus sévère et moins nuancée en politique étrangère. Donc le 9/11 a permis de renforcer la vision négative de l'administration Bush sur le monde et de rendre plus malléable le contexte politique national face à cette logique (Daalder et Lindsay 2005, 161).

Le premier élément central de la doctrine Bush est l'utilisation de la force militaire pour la promotion de la démocratie - et plus largement, des valeurs américaines -, justifiable par l'exceptionnalisme américain. Elle doit se faire sans les institutions internationales qui contraignent l'accomplissement de ce but, vu l'état d'insécurité dans le monde. Le raisonnement sous-jacent semble être une croyance selon laquelle les alliés et les institutions imposent des contraintes, ce qui empêche les États-Unis de réaliser leurs pleins potentiels. Leur sécurité ne peut ainsi se concrétiser que selon leurs critères (Daalder et Lindsay 2003, 12 ; Ikenberry 2003 ; 2014). Ce désir de liberté d'action est d'autant plus renforcé que la balance du pouvoir se trouve en leurs mains. Le but sera mieux atteint pour le bien de tous s'ils déterminent, eux-mêmes, les normes et institutions de la communauté occidentale (Leffler 2003, 1061 ; Tarzi 2014, 16). Cela a créé la diplomatie *take-it-or-leave-it*, qui a déplu aux alliés occidentaux des États-Unis (Snyder 2003). Les États-Unis peuvent se le permettre, car la pression structurelle d'agir de manière multilatérale a diminué après la guerre froide. Le 9/11 a favorisé l'idée qu'il est possible de ne pas être structurellement multilatéraliste (Hurst 2009, 164). L'objectif

fondamental à travers l'édification de cette hégémonie, par l'universalisation des valeurs américaines, est une protection préventive (Jervis 2003, 83 cité dans Krahmman 2005, 538).

Le deuxième principe est le concept de guerre préemptive (Daalder et Lindsay 2005, 13). Pour l'auteur Tarzi, c'est une guerre où le fait d'agir avant que tous actes soient commis est considéré comme de la légitime défense, en situation de menaces et d'attaques imminentes (2014, 28). Selon certains auteurs, c'est plutôt légitimer la volonté de changer le statu quo, sans attaque directe de l'ennemi, en renversant les gouvernements considérés comme problématiques. Cela est possible grâce à l'aide de la force militaire comme en Irak et Afghanistan (Daalder et Lindsay 2005, 117).

Le troisième concept serait que l'unilatéralisme préférentiel de Bush amène aussi une nouvelle utilisation des alliés, soit la coopération seulement lorsque c'est nécessaire (Kreft 2005, 69). La coalition des volontaires change selon les contributions proposées par les alliés et celles désirées par le gouvernement Bush (Woodward 2002, 103). C'est un indicateur du désir de liberté dans les actions, soit de ne pas avoir de conditions énoncées par d'autres États. Cela démontre aussi un manque de peur de s'aliéner ses alliés « At some point, he said, we may be the only ones left. That's okay with me. We are America » (Woodward 2002, 81). La force militaire et l'utilité des alliés européens étaient remises en question (Hallams et Schreer 2012 ; Hurst 2009). Les alliés étaient considérés comme un facteur négatif plutôt qu'un ajout de valeur : « President Bush announced in 2004 with reference to the United Nations (UN) that "America will never seek a permission slip to defend the security of our country." » (Sherwood-Randall 2006, 9 ; Hurst 2009)

Dans la littérature, certains auteurs préconisent aussi l'explication des politiques de Bush et de sa doctrine comme venant d'une politique étrangère néoconservatrice. Plusieurs membres de son administration peuvent être reliés à cette théorie, dont Rumsfeld et Cheney. Pour les néoconservateurs, la doctrine Bush est : « a form of benevolent hegemony that is consistent with the hegemonic stability theory's conception of a benign hegemon. » (Tarzi 2014, 35).

D'autres auteurs considèrent que c'est le mythe néoconservateur. Le courant intellectuel du néoconservatisme serait plus populaire à l'extérieur de l'administration (Daalder et Lindsay 2005 ; Lindsay 2011 ; Zaborowski 2008). Cheney et Rumsfeld étaient en fait des « asservative nationalist » (conservateur traditionnel), priorisant l'utilisation de la force pour contrer les menaces (Daalder et Lindsay 2003, 13).

2.2 Le deuxième mandat de George W. Bush

Le deuxième mandat de Bush représente soit une continuation de sa doctrine soit un changement de posture et de procédures, qui deviennent moins agressives et unilatérales. Pour nous, le deuxième mandat de GWB semble être davantage axé sur la diplomatie internationale dans les relations internationales. En effet, les différentes interventions sont moins dépendantes des coalitions de volontaires et de l'OTAN, car elles sont maintenant plus axées sur d'autres institutions ou recours internationaux. Les politiques étrangères adoptées seront présentées dans cette section selon les alliances concernées, c'est-à-dire l'OTAN, puis l'ONU et l'UE. Ensuite, seront abordées les explications liées à un changement dans les politiques étrangères de l'administration. Finalement, nous présenterons les preuves associées à une continuité entre les deux mandats.

2.2.1 Les politiques adoptées

Concernant ce mandat, nous tendons plutôt vers le fait que les politiques adoptées dans le contexte international présentent, en général, des preuves de changement. Nous considérons que la répercussion de ces changements est importante pour l'axe d'engagement, et ce même si les différences ne sont pas absolues.

L'OTAN

Tout d'abord, précisons que l'unilatéralisme de Bush face à l'OTAN n'est pas

exceptionnel, c'est l'intensité et la portée de celui-ci qui le sont. La représentation américaine envers l'OTAN a une tendance instrumentaliste et cela même avant la présidence de George W. Bush. C'est plutôt la distanciation de l'administration Bush face à cet accès privilégié aux alliés qui est singulière. Effectivement, pour GWB, l'OTAN était une alliance au même titre que celles moins établies, comme les coalitions bilatérales. Le président américain estimait que l'alliance otannienne devait être réformée, selon l'agenda américain (Webber 2009, 52). La valeur de l'OTAN et son importance étaient dès lors conditionnelles : « The Bush administration had not discounted the alliance as the institutional framework for mustering a supportive coalition, but its value was to be judged against demanding criteria of change and relevance » (Webber 2009, 53). Par exemple, en 2004, les pourparlers pour l'élargissement du nombre d'États membres de l'organisation étaient une volonté américaine. Selon Webber, ce *Big-Bang* de l'OTAN, l'ajout de sept États de l'Europe de l'Est, était une preuve du pouvoir préférentiel américain (2009, 53). En effet, dans le contexte historique de l'OTAN, les États-Unis sont centraux aux initiatives politiques, c'est-à-dire que seul le soutien ou l'action américaine permet des changements majeurs signifiant que : « The exceptional position of the US within the alliance, coupled with its standing as a global power, has meant that American foreign policy, while often made by reference to NATO, has never been subordinate to it. » (Webber 2009, 50). Or, cette volonté américaine peut aussi être considérée comme le signe d'un retour dans les affaires internes et la recherche d'un consensus dans l'OTAN. En effet, le conseil de l'OTAN fonctionne par unanimité. Se préoccuper de sa réforme peut être perçue comme une mise de l'avant du rôle de l'alliance une manière pour Bush d'adapter l'OTAN à ses besoins pour qu'il sente utile de s'y attarder et ainsi augmenter la valeur de l'alliance.

Nous pouvons considérer que c'est l'OTAN qui a été le plus marqué dans les relations internationales traditionnelles par la rupture de la doctrine de Bush. L'invasion en Irak est la cause majeure de la crise de relations de l'OTAN, elle a creusé des fossés politiques entre des États membres de l'alliance. Les alliés ont signifié leur mécontentement à maintes reprises comme montré lors des politiques adoptées lors du premier mandat de Bush. Par exemple, pour faire part de leurs désaccords avec une guerre en Irak, la France, l'Allemagne et la Belgique ont interrompu le fonctionnement de

l'alliance en retenant le consensus nécessaire à la défense de la Turquie en 2003, prouvant la division dans les désirs politiques des alliés (Webber 2009, 52 ; Lindstrom 2003, 579). Puis, l'intervention en Irak n'était pas adaptée au multilatéralisme attendu entre alliés. Les États-Unis se basaient sur un modèle d'action contre le terrorisme alors qu'il fallait davantage un modèle contre l'insurrection. L'imprévisibilité de la reconstruction de l'État a favorisé l'instabilité ainsi que les insurrections subséquentes (de Wijk 2020, 130 ; Rineheart 2010) : « (...) the failures of the Iraq intervention pushed President Bush toward a less hawkish and more multilateral foreign policy » (Prins et Wilford 2013, 5). Malgré tout, la diplomatie et la résolution pacifique de conflits entre les alliés ont tenu, en dépit des profondes divisions causées par l'Irak et la défense commune (Pouliot 2010, 21).

Par la suite, par rapport à l'Afghanistan, au sommet de l'OTAN à Riga, en novembre 2006, la coalition otanienne a commencé à montrer des signes d'effondrement. De nombreux alliés ne voulaient plus s'exposer aux risques de la guerre et offrir les ressources nécessaires à l'engagement militaire et au *nation building* (Council On Foreign Relations s.d.). Les États-Unis ne pouvant pas porter seul ce fardeau, l'administration de Bush a fait des efforts pour convaincre les membres de l'alliance de maintenir leur participation. Pour nous, cela représente moins une mise de côté des alliés que lors du premier mandat, lorsque les choses n'allaient pas dans son sens. GWB tendait vers l'unilatéralisme immédiat, car peu de temps était accordé aux tentatives d'accords. Donc, malgré les tensions présentes dans l'alliance, lors de son deuxième mandat, George W. Bush a davantage eu recours aux canaux de l'organisation, notamment à l'égard de l'Afghanistan et pour une proposition de défense antimissile (Webber 2009, 47). Le mandat de l'ISAF s'étirait à tout le territoire afghan, en 2006. En effet, les forces militaires de l'OTAN, dans le cas de la contre-insurrection, travaillaient avec les États-Unis et pouvaient même complètement les remplacer dans des missions : « As of June 2008, there were 52,700 troops serving in ISAF involving all 26 NATO allies and a range of partner countries. » (Webber 2009, 55). Puis, le rapport de l'examen quadriennal de la défense américaine, en 2006, précise que la conception de la sécurité américaine est interdépendante à la préservation des alliances pérennes (Webber 2009, 52). Malgré les critiques et les désaccords quant à l'Afghanistan, nous considérons que cela est une preuve du multilatéralisme et du maintien de la structure et de la stabilité des alliés.

Donc, même s'il y a peu de changements concrets dans les politiques envers l'alliance otanienne, on peut observer une plus grande coopération à la fin du premier mandat et lors du deuxième mandat, surtout à travers l'ISAF. Considérant les relations avec l'alliance : « The President's answer was relatively straight-forward : we had a major difference with some allies over Iraq and now we need to put that issue behind us. » (Sloan 2008, 6).

L'ONU et l'Union Européenne

Quant à l'ONU plus précisément, nous pouvons observer des tentatives de conciliation envers les alliés, mais aussi envers les États récalcitrants aux politiques américaines.

Un premier rapprochement pourrait avoir eu lieu lorsque les États-Unis se sont joints à une décision de la France dans le conseil de sécurité de l'ONU, à propos de la nécessité pour la Syrie de diminuer son pouvoir dans la politique interne du Liban. En conséquence, le gouvernement syrien a dû retirer 20,000 troupes et autres types d'officiers en 2005 (Robbins 2007, 92). Nous considérons cela comme une tentative de rapprochement à l'égard de la France, qui s'était éloignée des politiques américaines, de vote commun et s'était maintes fois prononcée contre Bush (Howard 2010 ; Nye 2003 ; Gregg II 2016 ; Woodward 2008). Cette résolution en accord avec la France est importante, car cette dernière était l'alliée, parmi les principaux, qui s'est le plus éloignée des États-Unis depuis des décennies, pour plusieurs raisons, mais dernièrement due à la guerre en Irak (Chaffotec 2009 ; Stark 2009). Nous insistons donc sur cette résolution, car elle pourrait servir à démontrer un consensus envers la France, un allié qu'ils savaient en désaccord avec leur gouvernement. Les opinions publiques mutuelles des deux États après l'invasion en Irak étaient aussi très basses (Stark 2009, 286). Il y a depuis peu un retour des bonnes relations diplomatiques américano-françaises, en effet : « Depuis 2003, les États-Unis doivent donc s'attendre à une opposition systématique de la part des pays les moins pro-atlantiques, quel que soit l'objet des discussions (...) La France (...) ne jouera plus le rôle du *reluctant ally* à l'égard de Washington » (Stark 2009, 288).

Par la suite, après l'assassinat du premier ministre libanais (par l'administration syrienne selon les États-Unis), le gouvernement de GWB a proposé une résolution au conseil de Sécurité de l'ONU (Hoge 2005). Cette dernière démontre pour nous la nouvelle importance, pour cette administration, de passer par le conseil de sécurité à la place de dénoncer unilatéralement les actions de l'État syrien.

Un autre signe de conciliation serait qu'en 2006, les États-Unis ont fait appel au Conseil de Sécurité de l'ONU pour une résolution sanctionnatrice face à la Corée du Nord (Sanger 2007, 81) : « the administration cautiously has been backing multilateral negotiations—while also pressing for Security Council sanctions—to try to roll back both countries' nuclear programs. » (Robbins 2007, 92) L'administration s'était préalablement opposée aux pourparlers. Après quelques années, le gouvernement est arrivé à un compromis pour créer un ensemble de principes revenant aux points des négociations auxquels l'administration s'était auparavant opposée (Lindsay et Daalder 2005). L'administration est passée par les mêmes procédures pour l'enquête de la Cour pénale internationale sur le génocide au Soudan, en 2005. Les États-Unis étaient encore une fois antérieurement contre cette investigation (Robbins 2007, 93). Donc, il y a une nouvelle insistance pour que les décisions ou les interventions politiques passent par l'ONU, contrairement aux habitudes du gouvernement de Bush lors de son premier mandat : « Ms. Rice said that "accountability is going to be very important for the international community." The Security Council, she said, "is going to have to be the focal point." » (Hoge 2005).

Ensuite, le gouvernement de Bush a aussi favorisé les institutions et les accords multilatéraux dans le cas du nucléaire iranien. Le ton du gouvernement de Bush est devenu plus diplomatique. À partir de mars 2005, comme annoncé par Condoleezza Rice, les États-Unis changent de position concernant l'ajout de l'Iran à l'Organisation Mondiale du Commerce, pour maintenant l'accepter (Robbins 2007, 104 ; Pressman 2009, 168). Puis, en échange de l'arrêt des essais nucléaires par l'Iran, les États-Unis proposent de vendre des pièces aéronautiques. Il s'agit de politiques de « carottes » et non plus de « bâtons », cherchant à inciter les États à adopter les comportements voulus en échange de

récompenses. En effet, il y a une absence de menaces militaires et ce sont d'autres États qui mènent les alliances ou les décisions internationales face à l'Iran dans la plupart des cas (Sanger 2007, 84). Le gouvernement de Bush dispose de politiques militaires prêtes à être déployées, mais ils n'ont jamais eu recours à cette option et l'Iran a poursuivi son programme (Pressman 2009, 166 et 168) : « Bush has opted for negotiations over the use of force. That is a far cry from the Washington buzz earlier this year that military action against Iran might soon be in the offing » (Lindsay et Daalder 2005, par.3).

Cette nouvelle position pourrait résulter d'une demande des alliés ou d'un effort de la part du gouvernement de GWB de s'accorder aux désirs de ses alliés, qui en « May 31, 2006, Rice, along with France, Britain, and Germany (the EU-3), offered to negotiate directly with Iran "as soon as Iran fully and veritably suspends its enrichment and reprocessing activities." » (Pressman 2009, 168). En échange, les Européens, dans le cas de négociations échouées avec l'Iran, doivent amener l'État devant le Conseil de Sécurité pour y subir de futures conséquences (Robbins 2007, 103). Puis, malgré l'insatisfaction des demandes américaines et européennes, en 2008, des agents diplomatiques européens, américains et iraniens se réunissent pour établir un *Permanent Five plus One incentives package* (Pressman 2009, 168). Cela nous montre encore une certaine recherche de consensus avec les alliés européens, qui étaient contre une intervention directe en Iran, un pas de plus vers le multilatéralisme.

Les années 2005-2006 semblent donc être un changement d'orientation des politiques américaines, majoritairement hors Irak et Afghanistan. Probablement qu'il est plus facile de réorienter ses stratégies et ainsi se tenir loin des cas aussi complexes que les guerres. L'administration fait volte-face concernant plusieurs enjeux et renverse sa position sur certains États en se montrant moins fermée et en initiant des négociations. Il y a un effort de compensation, permettant de consolider les relations avec les principaux alliés occidentaux, dont, particulièrement, les européens (Talbot 2007). En conclusion, il s'avère qu'il y a eu une mise de côté de la doctrine Bush, de ses politiques étrangères qui servait de démonstration de la force militaire américaine et à accomplir ses objectifs, peu importe les frictions diplomatiques. Il y avait aussi, surtout au début de son premier

mandat, l'opinion publique américaine avec lui, alors que ce n'est plus le cas (Lindsay et Daalder 2005).

2.2.2 *La croyance d'un changement*

Après avoir abordé les politiques adoptées à travers les alliances lors du deuxième mandat de Bush, il est nécessaire de présenter les explications de la littérature à ce sujet. Cette section est essentielle afin d'offrir des explications alternatives à la théorie cognitive pour comparer sa vision du monde lors de ses deux mandats. Il y a deux types d'interprétations, l'une économique, l'autre politique, pouvant expliquer les différences politiques entre les deux mandats. L'explication politique propose des facteurs structurels et l'importance des élites présentes dans l'administration. Ces justifications d'un changement entre les deux mandats de GWB sont en parallèle avec la théorie du code opérationnel. En effet, les raisonnements proposés jusqu'à maintenant sont davantage dans la sphère des théories *mainstream*, l'explication cognitive a été peu abordée.

Premièrement, l'explication économique postule que les coûts financiers d'une protection militaire complète, assurée seulement par les États-Unis, vu son unilatéralisme, est impossible à tenir à long terme. Cela les placerait dans une posture plus vulnérable, par exemple dû à de plus grandes dettes envers d'autres États. En effet, le pouvoir américain, ainsi que son capital politique, se sont érodés à travers les deux guerres au Moyen-Orient, vu le grand nombre de leurs engagements (Tarzi 2014, 17). Or, selon Hurst, le pouvoir militaire, exercé de manière unilatérale afin de mettre la primauté américaine de l'avant, est sans prix : « When wars are deemed necessary the money for them is found » (2009, 69).

Deuxièmement, l'explication politique avance que c'est un changement qui a pu commencer à la fin de son premier mandat, mais qui a surtout été abordé lors de son deuxième. L'opération en Irak aurait causé des dommages à la crédibilité et à la réputation américaine, surtout aux yeux des alliés. Le leadership américain n'est plus incontesté : « Despite US efforts to get NATO consent for the Iraq operation, key allies were not willing to follow. This must have come as an unpleasant surprise to the Bush administration,

which moved to repair some of the damage done to its leadership position » (Hallams et Schreer 2012, 317). Cela rejoint l'explication du cadre international libéral d'Ikenberry qui sera abordé dans la discussion des résultats. Bush a été reconnu, durant son premier mandat, pour favoriser les options militaires à celles, sporadiques, qui relèvent de la diplomatie ou de la conciliation. Or, lors du deuxième mandat, la sollicitation de la force américaine était déjà étirée presque au maximum de son engagement possible et de la tolérance de l'opinion publique dus à l'excès de politiques ayant recours à la force par rapport à la diplomatie (Pressman 2009, 170-71). De plus, les preuves accablantes que les politiques étrangères de George W. Bush n'étaient pas fonctionnelles et adaptées étaient omniprésentes, ainsi : « Late in the administration's second term, Bush officials began to downplay the democracy rhetoric, made a major tactical adjustment in Iraq, and turned to diplomacy on a range of issues, including the Arab-Israeli peace process and Iranian and North Korean nuclear proliferation » (Pressman 2009, 175). Nous pensons qu'il y a d'autres traces de ce changement de posture même au début de son deuxième mandat et ce à travers des politiques axées sur le multilatéralisme, favorisant donc la coopération et le consensus entre plus d'intervenants impliqués.

Par conséquent, les erreurs dans les politiques étrangères comme en Irak, mais aussi au niveau national, ont épuisé le capital politique de Bush : « That has left the president with little room to maneuver on foreign policy. » (Lindsay et Daalder 2005, par.5). Il a eu aussi plusieurs politiques et événements nationaux importants durant son mandat, ce qui a considérablement transféré l'attention de l'administration des politiques étrangères vers les politiques nationales. Particulièrement, la réponse du gouvernement Bush face à la catastrophe naturelle de l'ouragan Katrina, en 2005, a été vivement critiquée : « Not only were there not enough National Guard soldiers in the South when Katrina struck, but much of the equipment of those who remained had been shipped to Iraq » (Lindsay et Daalder 2005, par. 14). Cela a rapidement causé une détérioration de la confiance envers l'administration au pouvoir tôt dans le deuxième mandat et a contribué à la chute de la majorité républicaine au Congrès américain lors des élections de mi-mandat (Lindsay et Daalder 2005). À cela se sont ajoutés des scandales nationaux

comme : « the Valerie Plame case, the NSA's warrantless wiretapping program, the firing of eight U.S. Attorneys for political reasons » (Lizza 2012, par.18).

De plus, il semble y avoir une continuité dans l'administration, de pair avec la l'arrivée de nouveaux membres ayant une plus grande expérience diplomatique. Sherwood-Randall considère que : « The president and his senior advisors have signaled a renewed appreciation of the utility of partners in pursuing American foreign and defense policy goals. » (2006, vii). Dans son mémoire, le vice-président Cheney fait part de l'écartement de ses avis politiques lors du deuxième mandat. C'est Stephen Hadley et Condoleezza Rice, connus pour être plus diplomatiques, qui ont eu un plus grand impact sur les politiques étrangères, entre autres, au sujet de la Syrie et de la Corée du Nord : « At a National Security Council meeting in 2007, Cheney made the case for bombing a Syrian nuclear reactor. "After I finished," he writes, "the President asked, 'Does anyone here agree with the Vice President?' Not a single hand went up around the room." » (Lizza 2012, par.18)

En conclusion, l'administration dispose de moins de marge de manœuvre due à un éparpillement des ressources militaires, économiques et diplomatiques en Irak, en Corée du Nord, dans le conflit israélo-palestinien et dans plusieurs autres. Il s'ensuit donc une perte de crédibilité, surtout due aux fausses raisons évoquées pour justifier la guerre en Irak. L'aide des alliés est nécessaire pour augmenter le soutien international. Il y aura donc un changement de ton dans les discours (Kreft 2005, 74). Or, en général, les explications démontrant un changement de stratégie dans l'administration Bush et les justifications défendant la continuité sont encore débattues. À ce jour, la littérature n'a pas apporté de preuves empiriques consistantes pour démarquer fondamentalement une version au-dessus de l'autre.

2.2.3 La continuité

Plusieurs auteurs croient plutôt qu'il n'y a pas eu de véritable changement entre les mandats. Selon Lindsay, il est vrai que lorsque le gouvernement américain a retourné sa veste et a désiré la présence d'alliés lors de l'opération *Iraqi Freedom* en Irak, ces

derniers n'étaient pas forcément présents (Lindsay 2011). La responsabilité militaire et économique a reposé en grande partie sur les États-Unis, ce qu'ils n'avaient effectivement pas prévu. Ainsi, il y a eu une conciliation dans les discours et le ton dans la politique étrangère au début du deuxième mandat de GWB, or : « there was scarcely any evidence that the change in tone had been accompanied by a change in substance. » (Daalder et Lindsay 2005, 197). Même que suite à des articles de journaux annonçant une évolution dans l'administration, cette dernière s'est assurée d'annoncer aux journalistes que cela n'était pas le présage d'un changement dans la politique étrangère du gouvernement (Daalder et Lindsay 2005, 197). Effectivement, elles suivent une ligne de continuité (Daalder et Lindsay 2005, 200).

Il y a eu une campagne en Europe pour regagner la confiance des alliés, mais elle ne présente, encore une fois, que peu de variations concrètes dans les politiques envers ces derniers. Les approches diplomatiques sans risque sont donc plus conciliantes pour l'auteur Sloan, comme lors du sommet de l'OTAN, en 2005, concernant les relations avec l'Europe : « The President's answer was relatively straight-forward : we had a major difference with some allies over Iraq and now we need to put that issue behind us. » (Sloan 2008, 6). Pour Woodward, cela indique seulement un intérêt américain de partager ce fardeau dû à un scepticisme envers l'édification d'une nation : « the American military did not exist for that purpose (...) "Look," said the president, "I oppose using the military for nation building. Once the job is done, our forces are not peacekeepers » (Woodward 2002, 192 et 237). Les alliés ne se sont pas rassemblés autour du leadership des États-Unis comme prévu par le bandwagoning. Ils se sont plutôt éloignés, notamment dû à l'opinion publique en défaveur des politiques américaines en Europe (Daalder et Lindsay 2005, 190).

Pour Daalder et Lindsay, les quelques changements observés sont dus aux retombées politiques des décisions du premier mandat et non à une évolution dans les croyances en matière de vision du monde (2005, 196-200). Les États peuvent aller à l'encontre des mesures du système international, mais les conséquences les forceront à reprendre le chemin normal (Snyder 2003, 8). Ikenberry (2015) et Nye (2003) croient

aussi qu'il y aura un retour vers la coopération et le multilatéralisme, le système international s'ajustera de cette manière. Cela peut s'appliquer autant au deuxième mandat de Bush qu'à l'arrivée d'Obama. S'il y a des changements entre les mandats de Bush, surtout au niveau du discours, nous le verrons à travers notre analyse.

2.4 Le premier mandat de Barack Obama

Nous présenterons dans cette section les points centraux des politiques étrangères d'Obama à travers l'engagement choisi envers les alliés de l'OTAN et à l'international, son type d'exceptionnalisme américain ainsi que le résumé de sa doctrine.

2.4.1 Les politiques adoptées

Barack Obama a vite eu la réputation, au début de son mandat, d'atténuer le climat de tension dans les relations internationales, à l'aide de la coopération par une diplomatie multilatérale; et en mettant de l'avant les institutions internationales (Norwegian Nobel Committee 2009 dans Skidmore 2012, 43). Il a été sélectionné pour un prix Nobel entre autres pour cela, même si avec le recul, des auteurs défendent qu'il n'a finalement pas eu tant d'impact sur la révolution des relations internationales (Homolar 2012). Néanmoins, son approche des relations internationales, notamment celle avec les alliés, était plus ouverte à la coopération et au multilatéralisme.

L'OTAN

Premièrement, la guerre en Afghanistan, par sa légalité internationale reconnue par l'ONU (et l'OTAN) et son multilatéralisme plus prononcé, était une guerre acceptée et soutenue par Obama (Indurthy 2011, 14). Sa première politique concernant l'Afghanistan, en arrivant au pouvoir, a été d'annoncer l'envoi de 17 000 soldats de plus en Afghanistan, car c'est l'état où la lutte contre le terrorisme est la plus importante selon lui. L'intervention en Afghanistan est passée du contre-terrorisme à la contre-insurrection. Il était nécessaire de déployer plus de soldats et de forces militaires à partir

de ce moment : « The surge was accompanied by a revision of the American military approach towards a clear counter-insurgency campaign, a people-centred operation focused on the political aspect of the war » (Carati 2015, 211). Le nouveau modèle établi par Barack Obama et le nouveau général McChrystal est d'utiliser les forces américaines à des fins de protection de la population afghane et non plus d'être dans une stratégie d'attaque face aux militaires rebelles (Witte 2010). Les alliés (ne voulant plus trop participer, comme vu lors du deuxième mandat de Bush) préféreraient sûrement cette option. Cela implique non seulement plus de gens et l'échanges des intervenants sur le terrain, mais aussi que la communication est la base de cette approche. C'est une orientation plus consensuelle au sein de l'alliance à ce moment que ne le serait le combat contre le terrorisme. Les troupes présentes sur le terrain consistaient en un mélange entre l'armée américaine et les forces de l'OTAN (Council On Foreign Relations s.d.). Les efforts concernant l'édification de la nation ont aussi été accrus dès 2009, ce qui implique davantage les institutions internationales (Katzman et Thomas 2017, 7). Puis, en avril 2009, une demande de ressources non militaires est faite à l'OTAN : « altering course from the Bush administration (...) Officials stress the need for NATO members to step up in building Afghan civil society, such as providing resources for provincial reconstruction teams, or PRTs » (Council On Foreign Relations s. d.).

La deuxième conférence de Bonn, en décembre 2011, vise à prévoir la coopération internationale après le départ des soldats de l'Afghanistan en 2014. Organisée par l'Allemagne, c'est principalement une rencontre entre les États intervenants en Afghanistan et les groupes politiques y étant actifs, afin de faciliter la stabilisation de l'État, l'engagement international et le processus politique interne (The International Afghanistan Conference Bonn, 2011). Cela nous montre non seulement une implication des alliés, mais aussi le partage des responsabilités face à l'Afghanistan, auparavant incombant principalement aux américains.

Deuxièmement, il était important pour Barack Obama de redorer l'image américaine à l'international et de tenter de réduire la vague anti-américanisme montant en Europe, en Asie et au Moyen-Orient. C'est à travers son ouverture sur le monde et ses efforts de coopération qu'il entreprend de prouver qu'il représente le changement (M.

Indyk, Lieberthal, et O'Hanlon 2012, 266). Par exemple, les décisions quant à la Libye sont significatives, elles indiquent un renouveau du multilatéralisme en partenariat avec les alliés et les ONG, et ce en se basant sur la croyance que la gouvernance commune aide les intérêts américains dans le système international (Prins et Wilford 2013, 6 ; Daalder 2016) : « Furthermore, working with allies, the administration succeeded in broadening international sanctions through United Nations Security Council Resolution 1970 (...) against the Libyan government and imposing a "no-fly zone" over Libya (...) » (McCormick 2011, 241). L'administration d'Obama s'est donc assurée de faire en sorte que l'intervention en Libye soit accomplie par les organisations internationales, afin qu'elle bénéficie d'une autorisation officielle, donc d'une légitimité internationale de l'opération militaire. Cette dernière sera multilatérale, à travers l'OTAN, et aura un statut humanitaire en 2011 (Bose 2019, 100). C'est lors de cette intervention que l'étiquette « leading from behind » est apparue. Obama ne voulant pas être pris dans une troisième guerre, c'était aux alliés européens de mener l'opération. Il considérait que son rôle avait été diplomatique et qu'il devait consister en un soutien militaire plus que d'être le leader de l'opération (M. Indyk, Lieberthal, et O'Hanlon 2012, 114). C'était donc une approche multilatérale, où l'influence américaine serait mieux accueillie et plus efficace, vu le soutien des actions par les alliés, plutôt que de toujours prendre la place du meneur (M. S. Indyk, Lieberthal, et O'Hanlon 2012, 266) : « because he wanted to encourage more burden sharing and because Libya was a second-tier issue for American interests » (M. S. Indyk, Lieberthal, et O'Hanlon 2012, 264). Or, sans aide majeure de l'armée américaine, les États européens n'avaient pas la force de mener seuls le combat (Bose 2019, 101). Donc, l'intervention de la coalition a été de sept mois et a outrepassé le mandat en bombardant le régime Kadhafi (Kuperman 2015, 75). L'opération en a finalement été une de promotion de la démocratie en renversant le régime politique au pouvoir.

Obama était ouvertement, avant son premier mandat et durant la campagne électorale, contre la guerre en Irak due à sa violation des normes internationales. Le respect des lois et des normes internationales représentent des valeurs qui reviennent souvent à travers sa présidence et ses mémoires. Il n'a d'ailleurs jamais utilisé le terme Guerre contre la Terreur (du moins, avant 2012, soit la date de publication de l'ouvrage),

mais il a continué le combat contre les terroristes et les contre-insurrections en Afghanistan (M. S. Indyk, Lieberthal, et O'Hanlon 2012, 99). En février 2009, le retrait progressif des forces armées américaines en Irak est annoncé pour août 2010. Les États-Unis étaient, à ce moment, la seule grande puissance internationale encore présente en Irak. Nous considérons que c'était davantage par manque de choix que par unilatéralisme qu'Obama a développé ses politiques face à l'Irak. Il a justement terminé la guerre le plus rapidement possible. L'invasion en Irak est officiellement terminée le 31 août 2010 : « "In the end, only Iraqis can resolve their differences and police their streets," Obama said. "What America can do, and will do, is provide support for the Iraqi people as both a friend and a partner." » (Council On Foreign Relations s.d.). Ce qui est plutôt différent de la rhétorique de la promotion de la démocratie de George W. Bush.

Finalement, Obama, tout comme Bush, croit en l'importance de la démocratie comme un régime politique qui sécurisera l'ordre international. Or, la manière d'appliquer ce concept est différente chez les deux présidents. À travers les institutions internationales où les alliés occidentaux traditionnels des États-Unis sont représentés, comme l'OTAN, Obama cherche à favoriser une coopération consensuelle. En effet, concernant la guerre civile en Syrie, Obama a exprimé la nécessité que le peuple syrien choisisse son propre régime politique en encourageant Bashar al-Assad à se retirer du pouvoir. Les alliés (France, Allemagne et Royaume-Uni) partageaient cette même vision (Bose 2019, 101). C'est à partir de sanctions que l'administration d'Obama est d'abord intervenue.

Coopération au-delà des alliés

La recherche du soutien des alliés à l'international se fait à partir d'un *soft power*, qui est mis de l'avant par Obama. C'est-à-dire que les intérêts des États doivent coïncider, mais aussi « Obama pledged to abide by international rules on issues such as coercive interrogation and to return diplomacy to the forefront of US policy. » (Lindsay 2011, 772). Barack Obama a été élu entre autres pour ses promesses d'améliorer la réputation des États-Unis à l'étranger et pour ses positions contre les interventions étrangères : « Candidate Obama's belief that the U.S. needed to reduce its footprint abroad, turn

attention towards Asia, work closely with allies, and share responsibility in global governance (...)» (Prins et Wilford 2013, 5). C'est donc ce qui ressortira le plus des politiques adoptées à l'international et du comportement choisi à travers celles-ci envers les alliés occidentaux traditionnels.

Pour Obama, l'ONU est imparfaite, mais nécessaire à la stabilité mondiale et aux politiques étrangères américaines : « He not only announced that the United States has rejoined the world and is ready to reengage with all member states, but also that multilateralism in general and the UN in particular would be essential to U.S. foreign policy during his administration. » (Weiss 2009, 141) Par exemple, sous le gouvernement de Barack Obama, MANUA est présente dans quasiment toutes les provinces de l'Afghanistan comme force internationale de maintien de la paix (Katzman et Thomas 2017, 13). Il laisse beaucoup plus de place à l'alliance onusienne dans l'intervention américaine qu'auparavant.

Plus concrètement, l'abolition des armes nucléaires est un sujet où Obama a fait preuve de dominance :

indicative of a strong multilateral element in his approach to US international engagement. Rhetorically, his approach is inclusive rather than exclusive, emphasising the US commitment under his leadership to establish formal multilateral mechanisms to reduce horizontal and vertical nuclear proliferation and initiate nuclear disarmament, involving all countries, to which the US would (conditionally) choose to subordinate itself. (Homolar 2012, 114)

Lors du sommet avec l'Union européenne en avril 2009, Obama a insisté sur l'importance du multilatéralisme dans la gouvernance mondiale des armes nucléaires. Il a par la suite participé aux conférences mettant ce point de l'avant, afin de tenter de régler le problème des armes nucléaires. Il a lui-même organisé le sommet de la sécurité nucléaire en 2010, afin de trouver des solutions communes et coopératives à la gestion sécuritaire des armes nucléaires : « Compared with his predecessor, President Obama has therefore put significant emphasis on a multilateral "style" in finding cooperative solutions to the problems that nuclear weapons pose to governing international security ». Homolar précise par contre que cela n'a pas généré beaucoup de résultats concrets, que ce soit de réformer des institutions ou des législations (Homolar 2012, 114).

Sous Obama, le nouveau traité START entre les États-Unis et la Russie stipule que ces derniers doivent réduire leurs ogives stratégiques d'ici 2018 (Prins et Wilford 2013, 6). Obama a promis, en 2009, de n'utiliser les armes nucléaires qu'en deuxième option face à un adversaire, préférant un monde sans armes nucléaires (Prins et Wilford 2013, 7).

Des avis contraires existent aussi concernant les politiques adoptées par Obama, soit qu'en tentant de se désister et de se démarquer des politiques et de l'image établies sous Bush, le pouvoir américain a été affaibli par l'évitement des confrontations. En plus, le but d'améliorer l'image et la légitimité américaines internationales s'est plutôt réalisé à travers un unilatéralisme moins assumé que Bush que par un nouvel essor du multilatéralisme (Homolar 2012, 110) :

When Obama spoke of America's 'extraordinary role in leading the world towards peace and prosperity' in April 2009, he went on to say that this did not preclude 'recognizing that that leadership is incumbent, depends on, our ability to create partnerships because we create partnerships because we can't solve these problems alone' (Bouchet 2013, 43).

Aussi, pour McCormick, il y a une continuité avec GWB dans certains domaines de la politique étrangère durant les deux premières années du mandat d'Obama, car l'implantation de la nouvelle vision ne s'est pas transposée avec succès dans les politiques (McCormick 2011, 260). Donc, certains auteurs indiquent que la croyance en l'essor d'un multilatéralisme sous Obama et en son image plus coopérative n'est qu'une manière de paraître ou une mauvaise compréhension de ses objectifs.

2.4.2 La posture d'Obama

Obama est considéré, dans la littérature sur les relations internationales, comme un pragmatiste libéral ou un internationaliste libéral. Premièrement, Haroon A. Khan le considère comme un pragmatiste libéral, car il adhère à la promotion d'idées libérales : la mise de l'avant de la diplomatie, des alliances et des traités multilatéraux dans la résolution de conflits ; et l'accord d'une importance à l'assistance humanitaire, à la

promotion des intérêts nationaux et de la sécurité domestique par le bien-être de l'économie (2014, 2 ; Carati 2015, 211 ; M. S. Indyk, Lieberthal, et O'Hanlon 2012, 138 et 276). Il se base sur les réalités de la situation afin de résoudre les problèmes à partir des faits et de solutions pratiques (Khan 2014, 1). Deuxièmement, l'internationalisme libéral consiste en la promotion de la démocratie et des droits humains dans le système international à travers les alliances et les institutions multilatérales (Hoffmann 1995 ; McCormick 2011 ; Prins et Wilford 2013). Ces deux types de postures théoriques que pourrait représenter Obama sont visibles dans sa manière de voir l'exceptionnalisme américain et sa doctrine.

L'exceptionnalisme américain

L'administration d'Obama a souvent préconisé le droit des autres États à leur souveraineté politique lorsqu'il s'exprimait sur la démocratie à l'internationale : « America does not presume to know what is best for everyone » (*the New York Times* 2009). L'exceptionnalisme était un sujet où Barack Obama manifestait son opinion de manière assez ouverte. Il possédait une grande fierté et croyait que les États-Unis étaient probablement l'État le plus puissant : « America remains the one indispensable nation in world affairs— and as long as I'm President, I intend to keep it that way » (The White House 2012). Il n'impose pas, en général, ses idéaux à travers la promotion de la démocratie forcée ou des droits de la personne. Encore une fois, cela correspond à ses idéaux : « By contrast to some of his predecessors, though, Obama has tended to downplay the American model as the one ideal of democracy to be aspired to, as well as refraining from the liberal democratic triumphalism that dominated American discourse for years after the collapse of the Soviet Union and communism. » (Bouchet 2013, 38) Le respect du droit de choisir son régime politique semble être un point majeur de la promotion de la démocratie pour l'administration d'Obama. Le président Obama en offre une version plus humble, tirant l'exceptionnalisme vers l'intérieur du pays et non comparé aux autres. C'est-à-dire que les États-Unis sont uniques par leur histoire. Il estime que chaque nation croit cela d'elle : « I believe in American exceptionalism, just as I suspect that the Brits believe in British exceptionalism and the Greeks believe in

Greek exceptionalism” ». (Obama 2009). Il s’est excusé publiquement plusieurs fois, notamment pour Guantanamo, pour la guerre immorale en Irak, ou encore pour le manque de soutien politique en Europe. Sa tendance à reconnaître les torts de son État est une preuve d’anti patriotisme pour plusieurs. Il a été critiqué par plusieurs membres du parti républicain, dont entre autres Jeb Bush, Ted Cruz, Marco Rubio et Rudy Giuliani, pour ses propos considérés comme de la faiblesse (Jaffe 2015 ; Fournier 2016).

Le rapport Stratégique de Sécurité Nationale de 2010 précise l’importance de s’engager coopérativement dans les relations internationales, surtout avec les États avec lesquels les États-Unis partagent un système et des valeurs communes. Ce qui est intéressant c’est également ce qui est indiqué sur les États n’adhérant pas à la vision américaine où il faut : « pursue engagement with hostile nations to test their intentions, give their governments the opportunity to change course, reach out to their people, and mobilize international coalitions » (Bose 2019, 98).

La doctrine d’Obama

La politique étrangère de Barack Obama repose sur la coopération avec les autres États et sur peu de recours aux grands déploiements de l’armée. Cela a aidé à améliorer l’image internationale des États-Unis (Daalder 2016). Sa grande stratégie en politique étrangère est moins définie que celle de George W. Bush, mais les points centraux sont la diplomatie et la coopération avec les alliés, la restriction stratégique et l’aide humanitaire.

Il a mis de l’avant la diplomatie comme un outil principal et nécessaire. En effet, il est le président ayant réalisé le plus de visites à des nations étrangères dans sa première année (Lindsay 2011, 774). Il est retourné vers une politique étrangère plus traditionnelle dans l’ordre libéral international, afin d’améliorer les relations internationales que son prédécesseur avait mises de côté. Il a fait progresser les engagements sécuritaires envers l’Europe en favorisant un plan d’urgence pour tous les membres de l’OTAN (Daalder cité Politico 2016). Il a favorisé la coopération et l’entente à travers la défense du

multilatéralisme et du respect des normes de l'ordre international (Daalder 2016). C'est-à-dire qu'Obama cherche la conciliation dans la détermination, avec ses alliés, des buts et dans l'applications des mesures nécessaires à les atteindre : « The United States could no longer afford the Bush practice of 'bullying other countries to ratify changes we hatch in isolation' » (Lindsay 2011, 772).

Pour Obama, les dangers communs à la sécurité de l'ordre international doivent être affrontés par les alliances, les partenariats et les institutions (Obama 2007 cité dans Khan 2014, 3). C'est mettre de l'avant les intérêts et les valeurs communs avec les alliés, ceux qui suivent traditionnellement le leadership américain (Daalder 2016). Le terrorisme, un enjeu important aussi pour Barack Obama, doit être abordé de cette manière : « “But (...) we can rarely achieve these objectives through unilateral American action, particularly through military action,” he said » (Rose 2015).

Il fait preuve de restriction stratégique, notamment dans l'utilisation de la force militaire, qui n'est pas priorisé par l'administration (Walt 2017) : « Rather than boots on the ground or usually even bombers in the air, this president's national security tools of choice have been drones, sanctions, and negotiations » (Rose 2015). Il y a une réticence à intervenir internationalement, notamment en Iran et en Syrie (Ikenberry 2014 ; Etzioni 2011 ; Khan 2014). Obama voit un intérêt stratégique à respecter l'ordre du système international : « After all, he noted, “America cannot insist that others follow the rules of the road if we refuse to follow them ourselves. » (Obama 2009 cité dans Ikenberry 2014, par.12). Évidemment, cela a été critiqué par ses adversaires, surtout républicains, comme étant une preuve de faiblesse et d'optimisme (Khan 2014, Lindsay 2011). Or, cette mesure a eu un effet sur l'image que les alliés se faisaient des États-Unis. Ils ont été mieux disposés, et cela tout le long de sa présidence. En effet, les sondages d'opinion dans la population, surtout dans les pays occidentaux, se sont montrés favorables à Barack Obama (Daalder 2016 ; McCormick 2011, 243).

Obama a ensuite insisté sur l'importance de l'aide internationale en doublant le budget qui lui est accordé (Lindsay 2011, 10). Les interventions humanitaires et la

protection de l'environnement sont aussi une orientation majeure dans la politique étrangère et nationale d'Obama (Khan 2014 ; Etzioni 2011).

En conclusion, Obama démontre un style de leadership plus horizontal et équilibré. Il ouvre les États-Unis sur le monde en accueillant la vision des autres leaders, surtout des États alliés. Il prend également en compte les intérêts de ses alliés et s'efforce de ne pas agir hors de sa juridiction, en offrant l'opportunité aux autres de mener par eux-mêmes. Et même à travers cette perspective, Obama ne met pas de côté son leadership et sa confiance en l'avenir américain (M. S. Indyk, Lieberthal, et O'Hanlon 2012, 265).

2.5 La conclusion

En conclusion, la revue de littérature nous a permis de présenter les connaissances requises à une analyse de la politique étrangère des mandats de George W. Bush et du premier de Barack Obama. Nous avons choisi la théorie du code opérationnel, afin d'analyser un sujet hautement populaire, mais sous un angle différent. Nous espérons ainsi contribuer à la littérature et offrir une explication différente. Nous considérons que le schéma cognitif d'un leader a un effet sur ses prises de décisions en politique étrangère. C'est un domaine où le président américain dispose de beaucoup de latitude et de liberté dans les initiatives entreprises à l'international. Puis, nous avons tenté de présenter les points centraux de chaque terme des présidents, en prenant en compte l'exceptionnalisme américain. Ainsi, nous pourrions étudier la vision du monde de chacun des présidents selon le contexte politique et les décisions prises. Alors, nous saurons si les données sont cohérentes avec les études préalablement publiées.

Les prévisions théoriques

Nous avons tenté, dans ce chapitre, de présenter les recherches, bien que de façon non exhaustive, sur notre sujet, ainsi que d'établir le lien entre le multilatéralisme et le cognitif. Ci-haut ont été présentées des politiques adoptées par les présidents au cours des

différents mandats ainsi que les raisonnements offerts par la littérature pour les expliquer. L'ensemble des connaissances semble brosser le portrait de décisions de politique étrangère changeante selon les époques. C'est-à-dire que la guerre contre le Terrorisme de George W. Bush est parsemée de décisions de politique étrangère appuyant l'unilatéralité et l'interventionnisme. Il faut prendre en compte que les décisions de Bush et ses discours, comme celui concernant l'axe du mal, ont marqué les relations internationales et ont modifié les pions sur l'échiquier international. Les autres États occidentaux ont dû rapidement s'adapter aux nouvelles menaces et à ces enjeux qui prenaient toute la place. Il y a certes eu des réticences et certains États ont fait signe de leur désaccord, mais l'impact est toujours présent.

Le puzzle de notre recherche est qu'il y a un lien entre les visions du monde des leaders et leur axe d'engagement. C'est-à-dire qu'une vision du monde où la réponse à la plupart des dix questions du code opérationnel donnerait un résultat positif constitue pour nous une preuve de politiques étrangères plus coopératives. Une vision du monde à l'inverse révélerait des politiques étrangères plus unilatéralistes. Or, par exemple, une composante comme P.4 (évolution historique) peut être à double-sens. Un contrôle historique élevé peut signifier un isolement, souhaité pour s'assurer un rôle dans le système ou une participation élevée, en croyant que c'est ainsi qu'on aura un impact sur le cours de l'histoire. En résumé, comme démontré plus haut, le premier mandat de George W. Bush est caractérisé par des politiques étrangères unilatéralistes. Son deuxième mandat est pour nous plutôt un mixte, tendant vers des politiques étrangères se démarquant de son premier mandat, voir même renversant ses positions initiales, indiquant alors un axe d'engagement plus coopératif. Barack Obama, quant à lui, présente des politiques étrangères affichant une ouverture sur le monde et un engagement multilatéral envers ses alliés. Ayant alors des preuves de politiques multilatéralistes et unilatéralistes, nous allons, dans la prochaine section, soit la méthodologie, présenter comment sera vérifié cette corrélation. Puis, le dernier chapitre présentera les résultats de cette analyse. C'est-à-dire, est-ce que le spectre de la vision du monde correspond bien à l'axe d'engagement ?

Suivant la revue de littérature présentée, voici nos attentes selon l'angle théorique des codes opérationnels. Nos hypothèses sont basées sur les différentes recherches sur le code opérationnel élaboré au préalable. Notre première hypothèse, concernant George W. Bush, est qu'il y a eu un changement dans la vision du monde de ce président entre ses deux mandats. Nous considérons que les attentats du 11 septembre 2001 et la guerre contre le terrorisme qui s'est ensuivie sont assez significatifs et traumatisants pour propulser son schéma cognitif face au monde dans la négativité et donc affecter son comportement. C'est-à-dire que nous nous attendons à un code opérationnel négatif pour tout son mandat.

Dans les codes opérationnels des deux mandats de Bush, il devrait y avoir des changements significatifs sur l'échelle d'interprétation au moins concernant les variables P.1 et I.1 qui sont les indicateurs maîtres (voir tableau 2). On s'attend tout de même à plus de changements dans les autres catégories, car elles découlent des indicateurs maîtres. Un changement dans ces dernières va, en général, avec un changement dans les sous-catégories.

Tableau 2 : Les questions du code opérationnel

Croyances philosophiques	Croyances instrumentales
P.1 Quelle est la nature de la vie politique et le caractère des adversaires politiques ; plutôt amical ou conflictuel ?	I.1 Quelle est la meilleure approche de sélection des buts/objectifs pour entreprendre une action politique entre le conflit et la coopération ?
P.2 Quelles sont les chances de réaliser ses aspirations et ses valeurs politiques ; plutôt optimistes ou pessimistes ?	I.2 Quelle est la manière la plus efficace d'atteindre ses objectifs entre le conflit et la coopération ?
P.3 Dans quelle mesure est-il possible de prévoir le futur politique ?	I.3 Comment sont calculés, contrôlés et acceptés les risques d'une action politique ?
P.4 Quel contrôle un acteur peut-il avoir sur l'évolution historique et quel est son rôle dans le façonnement de l'histoire ?	I.4 Quelle est le meilleur équilibre des actions pour progresser dans l'atteinte de ses intérêts ?
P.5 Quel est le rôle accordé à la chance dans l'évolution historique et humaine ?	I.5 Quelles sont l'utilité des moyens et leur importance pour progresser dans l'atteinte de ses intérêts ?

Concernant le premier mandat de Bush, sa vision du monde devrait démontrer un manque de coopération, donc des prises de décisions assez solitaires. Les chiffres dans

les parenthèses correspondent aux limites de l'échelle d'interprétation des données présentée dans la méthodologie. Ils sont indiqués dans cette section dans le but de faciliter la compréhension des hypothèses. On s'attend donc à un P.1 (-1 à +1) dans le négatif, représentant une hostilité, ou une vision de l'univers politique et des autres représentants politiques comme des opposants. P.2 (-1 à +1) devrait aussi être en dessous de zéro, car un leader qui voit les autres acteurs comme menaçants de manière plus intense, est associé à une vision pessimiste de ses chances de succès. C'est-à-dire une croyance selon laquelle les autres tentent de bloquer la réalisation de ces objectifs. Ensuite, la négativité des prochaines variables peut être moins élevée, car elles sont moins fixes. Le P.3 (0 à +1) devrait être assez faible, soit près du zéro, caractérise un leader qui considère que le futur politique n'est pas prédictible, car les autres acteurs ne sont pas consistants. Puis, le P.4 (0 à +1) pourrait être élevé, donc près d'un, signifiant que l'acteur peut avoir un contrôle sur le cours de l'histoire et un rôle important dans le système international. L'inverse pourrait être aussi possible, soit que le leader, par manque de croyance en son influence sur l'histoire, réagit en s'isolant pour influencer les décisions de son État. Nous croyons par contre que Bush, vu son exceptionnalisme, correspondra à la première option. Le rôle de la chance, soit le P.5 (0 à +1), sera sûrement élevé, près de zéro, car tous les États tentent justement de contrôler cette dernière par leurs politiques. Tout cela devrait indiquer que les autres sont menaçants, imprédictibles et qu'on ne peut leur faire confiance pour réaliser ses aspirations politiques et donc, il faut agir seul.

On s'attend à une vision de soi qui peut être moins extrême dans la négativité que la vision des autres. Évidemment, les deux types de croyances sont liés, mais la manière d'agir et de construire ses politiques peut venir de la considération des autres dans le monde. Dans tous les cas, cela devrait aussi présenter des chiffres négatifs. L'I.1 (-1 à +1) devrait présenter une croyance dans une approche de sélection des objectifs qui est conflictuelle, donc dans le négatif. L'I.2 (-1 à +1) devrait aussi représenter le conflit, soit par un résultat négatif, dans la manière d'atteindre ses objectifs. En effet, un leader croyant à une approche conflictuelle devrait moins passer par les négociations et les institutions qui sont, de par leur nature, coopératives. Le risque, soit l'I.3 (0 à +1), devrait être acceptable, alors près de un, car il y a plus de hasard et d'aléas associés à une action hors des sentiers institutionnels. L'I.4 (0 à +1), le sens des décisions des actions,

démontrent une faiblesse (près du zéro) par le même sens. Puis, l'utilité des moyens, l'I.5, devrait refléter l'opposition, la menace et la punition qui sont les actions conflictuelles liées aux résultats des variables plus haut.

Notre deuxième hypothèse est qu'il y aura un changement visible dans le code opérationnel du deuxième mandat de George W. Bush et que le code opérationnel du premier mandat de Barack Obama affichera également cette continuation. En effet, la littérature sur le sujet semble indiquer une ressemblance dans les politiques adoptées lors de ces deux mandats conduits par deux leaders différents. Cela implique pour nous que leur vision du monde devrait être assez similaire. Cela produirait un effet sur l'axe d'engagement envers les alliés occidentaux, qui devraient être visible à travers les discours internationaux de ces présidents. Nous nous attendons donc à ce que le code opérationnel du deuxième mandat de Bush soit semblable à celui d'Obama. Les variables des codes opérationnels devraient se présenter à l'inverse de celles du premier mandat de Bush. Par conséquent, les croyances philosophiques devraient présenter la nature de la vie politique et des acteurs politiques comme amicale (P.1) et afficher un optimisme quant aux chances de réaliser ses objectifs (P.2). Le futur politique (P.3) peut être incertain dans tous les cas, mais nous pensons que cela tendra vers la certitude, car le leader croit en la prédiction des actions de ses alliés, desquels il dépend. L'évolution historique et son rôle (P.4) devraient aussi être caractérisés par la croyance qu'ils ont un certain contrôle, et ce, pour les mêmes raisons. Le rôle de la chance (P.5) pourrait être peu élevé, car le leader a confiance dans le fait que ses alliés répondent à ses attentes. Les visions de soi à travers les croyances (instrumentales) devraient présenter une approche coopérative dans les objectifs (I.1 et I.2). En effet, les politiques étrangères multilatérales sont dépendantes de la coopération dans la manière d'établir les objectifs. Les risques politiques, soit l'I.3, tendraient vers l'aversion, car un comportement impulsif et risqué permet moins de coopération. Dans le multilatéralisme, il faut un certain consensus avec les alliés. La même chose est attendue pour le sens de l'action, soit l'I.4. Les moyens préférés, l'I.5, devraient être la récompense, la promesse et l'appui, toutes représentant les actions coopératives.

Nous avons présenté dans ce chapitre, les politiques étrangères adoptées par les présidents américains de 2001 à 2013. Ainsi, nous avons maintenant les connaissances pour aborder la variable dépendante et la variable indépendante (chapitre 1) afin de montrer, dans le chapitre suivant, la méthodologie qui sera appliquée à ces concepts.

Chapitre 3 : La méthodologie

Rappelons que le but de l'étude est de déterminer si les présidents ont un impact sur l'axe d'engagement envers les alliés des États-Unis à travers la relation causale du code opérationnel. En d'autres mots, il s'agit de vérifier si l'axe d'engagement est le résultat d'un processus du code opérationnel.

3.1 Choix des études de cas

La présidence de George W. Bush et le premier mandat de Barack Obama ont été choisis comme unité d'analyse, car ils ont composé avec la remise en question de la place des États-Unis dans le monde et dans le jeu des alliances, mais aussi avec la Guerre contre le Terrorisme, des sujets centraux en sécurité internationale (Sémelin 2005, 421). Ces deux présidents sont considérés comme ayant eu une approche diplomatique différente des relations internationales dans un contexte politique et des thématiques semblables. C'est aussi une comparaison des mandats d'un président ainsi qu'avec son successeur ; cela permet d'analyser si un remaniement a eu des effets à long terme sur les relations internationales ou si un changement de président engendre un point de rupture.

De plus, les mandats de ces deux présidents pourraient bien illustrer les différences dans l'attitude internationale des États-Unis. Longtemps considéré comme un hégémon par de nombreuses théories comme le réalisme, il semble pertinent d'étudier l'influence individuelle sur la création des politiques étrangères et leurs impacts, car « (...) US policies emanating from this military effort profoundly effect and “shape” our world » (Williams et Covarrubias 2009, 263).

Comme les théories sur l'individu sont moins courantes en relation internationale, il serait plus aisé de relier la théorie examinée à des cas amplement étudiés. Cette incidence est favorisée par la simplification de la réalité, nécessairement à une étude.

3.2 La comparaison

L'étude sera donc composée de trois études de cas à part entière. Il s'agira du premier mandat de GWB ainsi que son deuxième mandat, puis le premier mandat de Barack Obama. En effet, c'est la présence de la même variable dépendante et sa variation dans chacun de ces cas qui nous intéressent. L'approche comparative est donc constituée de trois cas semblables à priori, mais dissemblables sur la variable dépendante (Coman et al. 2016). Les différences sur la variable indépendante devraient affecter la variable dépendante et correspondre avec les observations de cette dernière. Si l'effet directionnel attendu a lieu, alors le code opérationnel a bien un effet de relation causale sur l'axe d'engagement.

La comparaison nous accorde donc une variation supposée dans les codes opérationnels des présidents pour estimer l'effet de X. On a ainsi une approche comparative dans une méthode d'analyse de contenu.

3.3 L'analyse de contenu

La technique d'analyse retenue estime de manière quantitative la saillance de certains enjeux à travers une sélection de discours. Le discours est l'objet de la recherche dans ce contexte (Coman et al. 2016). Suite à l'avancée de George (1969), il y a eu divers chemins empruntés par différents auteurs. Nous avons choisi de nous concentrer sur la méthode automatisée d'opérationnalisation des croyances créées par Walker, Schafer and Young (1998) soit *Verbs In Contexts System* (VICS). Ce dernier se concentre sur les communications orales qui reflètent les caractéristiques psychologiques de l'individu (Schafer et Walker 2006) : « These features orient the analysis explicitly toward the decisions rather than the perceptions of leaders as a dependent variable and conceptualizes these decisions within a process of tactical and strategic interactions. » (Stephen G. Walker, Mark Schafer and Michael D. Young 1998, 177). Il est utilisé conjointement avec le logiciel d'analyse ProfilerPlus, créé par le professeur Michel

Young (Social Science Automation). Le programme contient un dictionnaire de codage pour la méthode VICS¹ (Young et Levine, 2014). Ce programme a donc pour but de quantifier les réponses aux dix croyances énumérées plus haut en analysant le contenu des discours et en les codant selon les verbes transitifs s'y présentant. Ces croyances cognitives forment le code opérationnel qui est relié à une vision du pouvoir, car c'est la vision des relations de pouvoir dans le monde politique.

La relation causale est l'influence des croyances sur la compréhension de la situation et l'évaluation des options identifiées par le leader (George 1969, 197). Par exemple, la vision du monde de George W. Bush se reflète dans une croyance philosophique selon laquelle la nature de l'univers politique actuel est négative pour les États-Unis (Renshon 2008, 835). Il se départissait alors de l'aide des alliés et des institutions et miserait davantage sur des stratégies conflictuelles que coopératives, créant ainsi un changement dans les politiques étrangères américaines qui favoriserait l'unilatéralisme. Il est plus difficile d'aborder concrètement le changement vers le multilatéralisme, la littérature sur le sujet analysant surtout l'effet du 9/11. C'est en partie pour ce pourquoi nous avons relié l'axe d'engagement à ces notions de coopération ou de conflit.

C'est le même type d'analyse qui sera effectuée pour les trois mandats. Ainsi, cela nous donnerait une piste à savoir s'il y a eu un apprentissage dû aux difficultés politiques, notamment de la guerre en Irak et en Afghanistan dans le code opérationnel de George W. Bush et sur quelles croyances. Précisons encore que selon plusieurs auteurs adeptes d'autres théories que l'approche psychologique, les discours plus coopératifs lors du deuxième mandat de Bush ne reflètent pas de réels changements de politiques. Concernant les raisons de ce changement, c'est plutôt des pistes qui sont offertes par le contexte englobant la situation comme le faible taux d'approbation du président et la discrétisation de ses politiques par les alliés.

¹ Mes remerciements au professeur Young pour la rencontre explicative sur la méthode VICS et la programmation du logiciel.

3.3.1 La sélection des données

L'analyse de contenu se fera à travers des discours énoncés selon ces différents critères. Les déclarations doivent être adressées ou disponibles publiquement. L'orateur doit être uniquement un des deux présidents. En effet, il existe la possibilité d'un biais d'adaptabilité à l'autre, si le président est accompagné d'un autre dirigeant. Ensuite, les discours choisis doivent être préalablement rédigés enlevant ainsi le biais d'improbabilité et de spontanéité pouvant influencer les intentions de l'acteur ressortant lors du codage. Les conférences de presse et les périodes de questions suivant une présentation sont donc exclues de la sélection des déclarations. Les discours planifiés représentent mieux le schéma mental d'un président, pour nous, l'information présentée ayant été traitée consciemment même s'il ne l'a pas nécessairement écrit : « A speech writer is likely to know the leader's views on specific policy issues and general cooperative and conflictual tendencies. Speechwriters do not generally write speeches that belie the leader's general positions and policy preferences. » (Schafer et Walker 2006, 47). Une sélection composée de discours improvisés est possible, mais nous trouvons que notre design de recherche se portait mieux à des rédactions officielles.

Initialement, les discours considérés avaient lieu soit en territoire étranger, soit dans le contexte d'une organisation internationale (ONU/OTAN). Cela était dans le but de n'inclure que les discours pertinents à la politique étrangère, car le code opérationnel n'est basé que sur les interactions avec les autres États ou acteurs. Nous avons à posteriori, ouvert les critères de sélection, réalisant que certains discours importants comme les déclarations de guerre ou les adresses d'opérations militaires étaient souvent prononcés aux États-Unis, mais étaient une part importante de la politique étrangère du moment. Nous avons donc rajouté les discours en seuil américain, mais qui s'adressent dans les propos à l'international.

La technique VICS recommande minimalement une longueur de 15 000 mots et comportant de 15 à 20 mots codés (Schafer et Walker 2006, 51 ; Renshon 2008, 833). Il

est aussi suggéré que « The criteria for foreign policy content include the following : (1) the subject and object are international in scope ; (2) the focus of interaction is a political issue (...) » (Stephen G. Walker, Mark Schafer and Michael D. Young 1998, 182).

C'est ainsi que le résultat est de 19 discours pour le premier mandat de GWB, 9 pour son deuxième mandat et 28 pour le premier mandat d'Obama. Une spécification parlant d'elle-même serait que GWB, lors de son deuxième mandat ait prononcé très peu de discours sur notre sujet, surtout en le comparant à Obama ou même à son premier mandat. Cela peut indiquer plusieurs choses, mais notamment une moindre importance probable de la politique étrangère pour lui après sa réélection. Les discours choisis par cette sélection sont présents dans l'annexe.

3.3.2 *La variable dépendante*

Les actions réalisées en politique étrangère sont conceptualisées comme étant les variables dépendantes (visibles à travers le processus des interactions stratégiques et tactiques). L'axe d'engagement est analysé qualitativement et les données sont des faits trouvés par la revue de littérature.

3.3.3 *La variable indépendante*

Les croyances philosophiques et instrumentales dans le code opérationnel opèrent comme les variables indépendantes. Elles sont calculées quantitativement grâce au VICS. Ce dernier repère des *utterances*, c'est-à-dire une composante linguistique (verbe et sujet) et commence ces étapes. Premièrement, le verbe transitif identifié est déterminé selon une direction, soit coopératif (+) ou soit conflictuel (-). Deuxièmement, une intensité lui est définie entre *deeds* et *words*. Un *deed* est une action de sanction la plus intense (une récompense ou une punition). Un *word* « represent the exercise of power in the form of making threats and promises or in the form of invoking authority to support or oppose actions between states or other agents in world politics. » (Schafer et Walker 2006, 31). Troisièmement, ils sont alors codés positivement à une récompense (+3), à une promesse

(+2) à un support (+1) ou négativement à une punition (-3), à une menace (-2) et une opposition/résistance (-1). Quatrièmement, le sujet est indexé selon le *soi* ou *l'autre* dépendant de l'action politique qui lui est attribué à une approche interne ou externe.

Les réponses aux croyances sont déterminées ainsi. La première croyance philosophique de l'essence de la nature de la vie politique est calculée selon un intervalle de -1 à +1 (parfaitement hostile à amical) :

$$P.1 = (\% \text{ attributions positives de } l'autre) - (\% \text{ attributions négatives de } l'autre)$$

La deuxième croyance est la capacité de réaliser des valeurs politiques calculées selon un intervalle de -1 à +1 (parfaitement pessimiste à optimiste) :

$$P.2 = \frac{\sum OA_i}{n}$$

où OA_i est l'intensité des attributions de l'autre « i » (de récompense +3 à punition -3) et « n » est le nombre total d'attributions de l'autre.

La troisième croyance est la prédictibilité du futur politique calculé selon un intervalle de 0 à 1 (prédictibilité faible à grande) :

$$P.3 = 1 - \left(\frac{k(100^2 - \sum \%OAK^2)}{100^2(k-1)} \right)$$

où k est le nombre de catégories (différentes actions) d'attributions *de l'autre* et %OAK est le pourcentage dans catégorie d'attribution *de l'autre*.

La quatrième croyance est le contrôle sur les événements historiques selon un intervalle de 0 à 1 (*l'autre* à *soi* a le locus du contrôle) :

$$P.4 = \frac{\text{attribution de soi}}{\text{attributions de soi} + \text{attribution de l'autre}}$$

La cinquième croyance est le rôle de la chance selon un intervalle de 0 à 1 (utilité faible à haute) :

$$P.5 = 1 - [(P3) * (P4)]$$

La première croyance instrumentale est l'approche stratégique afin d'arriver à ses buts selon un intervalle de -1 à +1 (parfaitement conflictuel à coopératif) :

$$I.1 = (\% \text{ attributions positives de } soi) - (\% \text{ attributions négatives de } soi)$$

La deuxième croyance est l'approche tactique afin d'arriver à ses buts politiques selon un intervalle de -1 à +1 (tactique parfaitement conflictuelle à coopérative) :

$$I.2 = \frac{\sum SA_i}{n}$$

Où SA_i est l'intensité de l'attribution *soi* « i » et « n » est le nombre total d'attributions de *soi*.

La troisième croyance est l'orientation du risque selon l'intervalle de 0 à 1 (parfaitement averse à acceptant au risque) :

$$I.3 = 1 - \left(\frac{k(100^2 \sum \%SAK^2)}{100^2(k-1)} \right)$$

où k est le nombre de catégories d'attributions de *soi*, %SAK est le pourcentage de chaque catégorie d'attribution de *soi*.

La quatrième croyance est la tendance de modifier ses tactiques et est séparée en deux formules selon un intervalle de 0 à 1 (aucune n'a une propension parfaite à changer).

L'inclinaison à changer entre la coopération et le conflit est :

$$I.4a = 1 - |(\% \text{ d'attributions positives de } soi) - (\% \text{ d'attributions négatives de } soi)|$$

L'inclinaison à changer entre *words* et *deeds* :

$$I.4b = 1 - |(\% \text{ words}) - (\% \text{ deeds})|$$

La cinquième croyance est l'utilité des moyens selon un intervalle de 0 à 1 (utilité à faible grande) :

$$I.5 = \% \text{ pour chaque catégorie d'attribution de } soi$$

Ci-dessous est présentée l'échelle du code opérationnel avec laquelle nous analysons les indices VICS.

Tableau 3 : L'échelle du code opérationnel

P.1 : Nature de l'Univers Politique

Hostile					Amical			
Extrêmement	Très	Définitivement	Quelque peu	Mixte	Quelque peu	Définitivement	Très	Extrêmement
-1,0	-0,75	-0,5	-0,25	0,0	+0,25	+0,50	+0,75	+1,0

P.2 : Réalisation des Valeurs Politiques

Pessimiste					Optimiste			
Extrêmement	Très	Définitivement	Quelque peu	Mixte	Quelque peu	Définitivement	Très	Extrêmement
-1,0	-,75	-0,5	-0,25	0,0	+0,25	+0,50	+0,75	+1,0

P.3 : Prédicibilité du Futur Politique

Très Faible		Faible	Moyen	Haut	Très Haut
0,0		0,25	0,5	0,75	1,0

P.4 : Contrôle sur l'Évolution Historique

Très Faible		Faible	Moyen	Haut	Très Haut
0,0		0,25	0,5	0,75	1,0

P.5 : Rôle de la Chance

Très Faible		Faible	Moyen	Haut	Très Haut
0,0		0,25	0,5	0,75	1,0

I.1 : Approche Stratégique des Objectifs

Conflictuel					Coopération			
Extrêmement	Très	Définitivement	Quelque peu	Mixte	Quelque peu	Définitivement	Très	Extrêmement
-1,0	-,75	-0,5	-0,25	0,0	+0,25	+0,50	+0,75	+1,0

I.2 : Poursuite Tactique des Objectifs

Conflictuelle							Coopération	
Extrêmement	Très	Définitivement	Quelque peu	Mixte	Quelque peu	Définitivement	Très	Extrêmement
-1,0	-0,75	-0,5	-0,25	0,0	+0,25	+0,50	+0,75	+1,0

I.3 : Orientation du Risque

Aversion au risque				Acceptant le risque	
Très Faible	Faible	Moyen	Haut	Très Haut	
0,0	0,25	0,5	0,75	1,0	

I.4a : Sens des Décisions de l'Action entre Coopération/Conflit

Très Faible	Faible	Moyen	Haut	Très Haut
0,0	0,25	0,5	0,75	1,0

I.4b : Sens des Décisions de l'Action entre Words/Deeds

Très Faible	Faible	Moyen	Haut	Très Haut
0,0	0,25	0,5	0,75	1,0

I.5 : Utilité des Moyens (Récompense, Promesse, Appui, Opposition, Menace, Puniton)

Très Faible	Faible	Moyen	Haut	Très Haut
0,0	0,08	0,16	0,24	0,32

Source : Walker, Schafer, and Young 2003

Chapitre 4 : Les résultats et les explications alternatives

Rappelons que notre variable dépendante est le comportement du leader (les politiques adoptées) découlant du code opérationnel. Nous avons séparé les politiques adoptées selon le type d'engagement, car le code opérationnel représente le *state of mind* de l'État (Walker et Mark Schafer 2000). Ci-dessous sont présentés les résultats de l'analyse des codes opérationnels, à l'aide de la méthode VICS, des deux mandats de Bush ainsi que le premier mandat d'Obama.

Tableau 4 : Le code opérationnel de George W. Bush et de Barack Obama

	Croyance Philosophique	Échelle	Bush 1	Bush 2	Obama 1
P.1	Nature de l'Univers Politique	(-1 à +1)	0,23 (quelque peu amical)	0,34 (quelque peu amical)	0,37 (quelque peu amical)
P.2	Réalisation des Valeurs Politiques	(-1 à +1)	0,08 (mixte optimiste)	0,15 (quelque peu optimiste)	0,18 (quelque peu optimiste)
P.3	Prédictibilité du Futur Politique	(0 à +1)	0,09 (très faible)	0,1 (très faible)	0,11 (très faible)
P.4	Contrôle sur l'Évolution Historique	(0 à +1)	0,2 (faible)	0,18 (faible)	0,25 (faible)
P.5	Rôle de la Chance	(0 à +1)	0,98 (très haut)	0,98 (très haut)	0,97 (très haut)
	Croyance Instrumentale				
I.1	Approche Stratégique des Objectifs	(-1 à +1)	0,46 (définitivement coopératif)	0,41 (définitivement coopératif)	0,47 (définitivement coopératif)
I.2	Poursuite Tactique des Objectifs	(-1 à +1)	0,23 (quelque peu coopératif)	0,19 (quelque peu coopératif)	0,22 (quelque peu coopératif)
I.3	Orientation du Risque	(0 à +1)	0,15 (faible acceptation du risque)	0,15 (faible acceptation du risque)	0,14 (faible acceptation du risque)

I.4	Sens des Décisions de l'Action				
a.	Coopération/Conflit	(0 à +1)	0,52 (moyenne)	0,61 (moyenne)	0,53 (moyenne)
b.	Words/Deeds	(0 à +1)	0,59 (moyenne)	0,54 (moyenne)	0,64 (moyenne)
I.5	Utilité des Moyens				
a.	Récompense	(0; 0,08; 0,16; 0,24; 0,32)	0,2 (entre moyen et haut)	0,16 (moyenne)	0,2 (moyenne)
b.	Promesse	(0; 0,08; 0,16; 0,24;0,32)	0,07 (faible)	0,06 (faible)	0,07 (faible)
c.	Appui	(0; 0,08; 0,16; 0,24;0,32)	0,47 (très haute)	0,47 (très haute)	0,46 (très haute)
d.	Opposition	(0; 0,08; 0,16; 0,24;0,32)	0,13 (moyenne)	0,17 (moyenne)	0,12 (moyenne)
e.	Menace	(0; 0,08; 0,16; 0,24;0,32)	0,04 (entre très faible et faible)	0,03 (très faible)	0,03 (faible)
f.	Punition	(0; 0,08; 0,16; 0,24;0,32)	0,09 (faible)	0,11 (faible)	0,12 (faible)
Nombre de discours			20	9	23

Il y a étonnamment très peu de différences entre les cas d'études dans les résultats. En effet, simplement par le hasard et la variété dans les discours, nous nous serions attendus à trouver une plus grande disparité entre les mandats. Malgré des différences dans les chiffres, ils ne correspondent qu'à un changement d'un niveau dans

l'échelle d'interprétation, ce qui n'est pas significatif. Ainsi, connaissant déjà les résultats de la variable dépendante, la similarité flagrante obtenue dans la variable indépendante est assez surprenante. Effectivement, la littérature sur les présidents présente une coupure certaine dans les politiques étrangères entre Bush et Obama. Nous nous attendions à voir des codes opérationnels plus distincts dus à l'image très différente des présidents à l'international. La disparité entre les deux mandats de Bush était moins certaine, les avis d'auteurs divergeant sur ce point. Il y avait peu de preuves concrètes sur cette coupure, c'était aussi une tentative de présenter des résultats tangibles consistant à améliorer les connaissances sur le sujet.

Notre hypothèse impliquait un changement dans les trois codes opérationnels étudiés venant des disparités annoncées dans la littérature sur le sujet, disparités dues aux variations prouvées dans l'axe d'engagement des présidents. Tout d'abord, ce changement se serait présenté entre les deux mandats de Bush en raison de la notion d'apprentissage du leader. Ensuite, entre les deux présidents, cette fluctuation se serait produite grâce au lien entre la coopération dans les croyances des codes opérationnels et la notion d'axe d'engagement.

L'autre supposition des hypothèses était que les résultats plus positifs des indicateurs soient associés à Obama et, par le fait même, au multilatéralisme. Nous nous attendions à observer des chiffres négatifs, du moins dans le premier mandat de GWB, équivalant à une vision plus pessimiste et conflictuelle du monde. Notre association entre l'unilatéralisme et le manque de coopération est justifiée par les définitions des indicateurs. Selon Schafer et Walker, l'index maître de la nature de l'univers politique se présente, car : « (...) the leader's images of other actors' policies and actions reflect the leader's beliefs about politics, political conflict, and the nature of other actors. » (2006, 33). Un point de vue plus hostile sur les autres acteurs du système international amène un pessimisme dans les chances de promouvoir ses valeurs fondamentales, voyant les autres acteurs comme tentant de bloquer ses objectifs (Schafer et Walker 2006). Une croyance dans le fait que le système international, par les alliances et les institutions multilatérales, est un obstacle au pouvoir américain amène à une préférence à l'unilatéralisme (Hurst

2009). C'est donc croire que le multilatéralisme peut empêcher l'application de ses valeurs à travers les politiques étrangères. Puis, l'index maître de la direction de la stratégie envers les autres acteurs dans le système international est justifié par : « the more self talks about taking cooperative action, the more cooperatively he or she defines the direction of his or her strategy, and vice versa. » (Schafer et Walker 2006). En effet, si Bush avait préféré le conflit à la coopération dans ses tactiques, cela aurait indiqué un unilatéralisme. Avec le manque de confiance en les autres acteurs, un État aura tendance à agir unilatéralement, donc à partir d'une liberté d'action sans compromis ou coopération (Bertele et Mey 1998).

Ensuite, la définition de coopération en tant que telle est importante. Pour Robert Keohane, c'est :

when actors adjust their behavior to the actual or anticipated preferences of others through a process of policy coordination (...) intergovernmental cooperation takes place when the policies actually followed by one government are regarded by his partners as facilitating realization of their own objectives (...) (Keohane 2005, 51).

Il considère aussi le multilatéralisme comme étant une pratique de coordination des politiques nationales dans un groupe de trois États ou plus (Keohane 1990, 731). Cependant, le multilatéralisme demeure une notion où des tactiques et des politiques coopératives sont nécessaires afin de la mettre en place. Par ailleurs, Bush favorise, notamment dans son premier mandat, les coalitions des volontaires. C'est une possibilité qu'il considère ceci comme une preuve de multilatéralisme complet dans ses discours et donc dans son schéma mental.

Ainsi, nos attentes se sont donc révélées fausses. Nous proposons donc ci-dessous trois alternatives pouvant expliquer ce résultat allant à l'encontre de la relation prévue, une programmation non adaptée, la théorie de l'ordre libéral international et la théorie des élites.

4.1 Le codage

La première explication est la méthodologie utilisée. En effet, on a eu recours à une méthode d'analyse centrale dans la théorie des codes opérationnels, soit la technique VICS. À la suite des résultats non prévus obtenus, nous avons vérifié le codage d'un discours par mandat de président considéré comme le plus proche de la moyenne des discours. Cela nous a révélé que le codage automatique des discours peut être responsable de cette incohérence. Le ton des discours ne ressort pas entièrement de la même façon selon le programme de codage utilisé ou notre compréhension.

Cette dissociation entre notre compréhension d'un discours et le résultat de la technique peut s'expliquer par les étapes de codage de VICS. La première étape de VICS est de donner une direction au verbe transitif : coopératif ou conflictuel. Ensuite, l'intensité est spécifiée à l'aide de la catégorie de codage (les six possibilités). Trouver le sujet du verbe est la dernière étape et sert à spécifier la catégorie entre soi et l'autre (l'orateur s'inclut-il, ou son État, dans le sujet). Cependant, nous avons réalisé que ces étapes peuvent porter à confusion dans de nombreuses phrases. Nous allons présenter les différentes catégories d'exemples de codage ainsi que le numéro de ces exemples. Tout d'abord, la négation d'une phrase peut ne pas être prise en compte et elle inverse complètement la direction du verbe transitif (3). Ensuite, un verbe considéré comme négatif peut avoir une connotation positive pour l'orateur. Un codage négatif de ce verbe sera alors une erreur (1, 2, 4, 6, 9, 10, 11, 12). Aussi, dans plusieurs cas, un même verbe transitif a été codé plusieurs fois en considérant des sujets différents. Cela n'est pas toujours logique (5, 4, 6). Puis, parfois un verbe non transitif est codé, mais il s'agit d'un nom (7, 8, 11, 12). Également, les termes nous/notre peuvent être mal interprétés. Les mots nous/notre sont associés à soi (les États-Unis), mais cela peut aussi être lié aux États-Unis et les alliés ou l'État concerné par le discours. Or, c'est systématiquement codé dans le programme comme une indication de soi, ce qui n'est donc pas toujours le cas. Par exemple, nous (sous-entendu l'occident) indique une ouverture d'Obama envers les alliés et non un positif envers soi-même (12). Pour finir, le codage ne prend pas en compte qui commet l'acte négatif. Venant d'un allié, Bush peut considérer positivement dans sa vision du monde des actions militaires. Par exemple, l'autre qui est un terroriste et l'autre

qui correspond à la Roumanie n'implique pas du tout la même vision du monde (4).

Premièrement, pour le premier mandat de Bush, le discours au parlement australien à Canberra le 23 octobre 2003 a été sélectionné pour être vérifié. Voici quelques exemples de codage problématiques.

1. « Yet in times of trouble and danger, Australians are the first to step forward, to accept the hard duties, and to fight bravely until the fighting is done. »
2. « We fought together in the Battle of Hamel, together in the Coral Sea, together in New Guinea, on the Korean Peninsula, in Vietnam. »

Ces deux phrases ont été codées par une punition (-3), à cause du mot *fight*. Toutefois dans ce contexte, GWB s'adresse au parlement australien à Canberra. La première phrase devient positive par le mot *bravely* suivant le combat, indiquant que c'est un compliment. Dans la deuxième phrase, c'est le mot *together* qui rend la connotation de la phrase positive. Cela devrait donc être noté minimalement comme un support (+1), car GWB invoque son autorité pour appuyer l'action de l'État australien.

3. « These committed killers will not be stopped by negotiations. »

Le programme a codé ici une promesse (+2), comprenant que le verbe *stop* est positif. Puisque le sujet *killers* sera arrêté par l'objet *negotiations*, la négation n'est pas prise en compte. On considère que cela aurait dû être noté par une opposition (-1) aux actions du sujet.

4. « The terrorists seek safe harbor to plot and to train, so we're holding the allies of terror to account. »

Cette phrase a été codée comme une récompense (+3) considérant que le verbe *train* est positif. Puis, le programme a considéré les sujets *harbor* et *we* comme une

indication de soi. Cependant, dans ce cas, c'est une menace annoncée par l'orateur et le verbe transitif est plutôt *hold*. La phrase aurait dû être codée à deux interventions séparées et aurait dû considérer *seek* comme étant négatif par le sujet *terrorists*.

5. « More than 60 years later, that code still guides us. ».

Cette phrase a été codée deux fois positivement considérant le verbe *guide* comme un support (+1). Les sujets *years* et *us* ont été codés séparément. Or, il n'est pas logique de considérer *years* comme un sujet.

Deuxièmement, on a choisi le discours au Sommet de l'OTAN à Bucarest le 2 avril 2008 pour le deuxième mandat de Bush.

6. « Less than three months later, that shared civilization came under a monstrous attack. »

Cette phrase a été codée comme une récompense dû au verbe *share* et les sujets *months* et *civilization*. Néanmoins, dans ce sens cela devrait être au moins une opposition verbale de GWB à cette attaque (-1). Le verbe *attack* n'étant pas transitif, le logiciel a compris qu'il y avait une civilisation partagée en quelques mois.

7. « Iraqi forces are fighting bravely in this struggle, and they're risking and giving their lives in the fight against our common enemies. »

Le verbe codé ici est *fight*, considéré comme une punition (-3). Or, *fight* suivi du terme *bravely* modifie le sens donné à la phrase et la connotation devient positive. Le deuxième verbe *risk* est bien codé.

8. « In the Mediterranean, NATO forces are patrolling the high seas to combat terrorism as part of Operation Active Endeavor. »

Celle-ci est codée comme une punition (-3) par le verbe *combat* et les sujets *seas* et *terrorism*. Toutefois, le verbe *combat* devrait avoir une connotation positive étant associé à un acte positif de la part de l'OTAN pour l'orateur. Le *patrol* est un verbe transitif qui devrait être associé à un acte positif.

9. « And this hard experience has inspired them to fight and sacrifice for the liberty of others. »

Le verbe *sacrifice* est associé à une punition (-3). Or, le sacrifice pour la liberté a une connotation positive, de remerciement et de support de leurs actions. Aussi, le verbe transitif serait davantage ici *inspire* qui est positif.

Troisièmement, c'est le discours à l'Université d'Hankuk le 26 février 2012 qui a été sélectionné pour le mandat d'Obama. Nous avons remarqué que ce discours précisément est très personnalisé envers l'allié auquel il s'adresse, soit la Corée du Sud. Surtout, nous avons l'impression qu'Obama est plus direct dans la démonstration des liens entre l'État et les États-Unis que GWB lorsqu'il s'adresse aux alliés. Obama s'adresse vraiment à l'allié considéré. Nous avons moins un sentiment que le discours est seulement une plateforme pour parler du terrorisme et des États-Unis.

10. « Mexico, and just yesterday Ukraine, have joined the ranks of nations that have removed all the highly enriched uranium from their territory »

Cette phrase a été codée comme une punition (-3) dû au verbe *remove*. Or, dans ce cas-ci, le verbe a une connotation positive. Le verbe transitif *join* a bien été codé.

11. « Countries like Georgia and Moldova have seized highly enriched uranium from smugglers. »

Celle-ci a été codée deux fois. La première, une bonne analyse selon nous, indique un -3 dû au verbe négatif *seize* et l'acte d'une punition envers les *smugglers*. Toutefois,

la deuxième interprétation codée par le logiciel est une récompense due au verbe *enrich*. L'uranium enrichi mis ensemble est un nom, pas un verbe.

12. « With Russia, we're now reducing our arsenal under the New START Treaty -- the most comprehensive arms control agreement in nearly 20 years. »

Cette phrase a été codée deux fois comme une punition (-3). La première analyse est due au verbe *reduce* avec les sujets *we* et *our arsenal*. Dans ce contexte, le verbe est au contraire positif. Nous imaginons que le programme a interprété que l'orateur, *we*, devait réduire ses armes. Dans ce cas, le *we* comporte les États-Unis et la Russie, qui ne font pas partie de ses alliés (*in-groups*).

La deuxième analyse considère *control* comme un verbe et les sujets *arm* et *agreement*. Évidemment, ici le problème est que *control* n'est pas un verbe, mais un nom. La réduction des armes signifiant un accord entre les deux États ; cela devrait être considéré comme une promesse (+2).

En conclusion, il y a assurément des erreurs importantes dans la méthode de codage VICS. Nous pensons que, selon la littérature traitant des décisions prises en politique étrangère présentées dans le chapitre 2, George W. Bush devrait refléter plus d'unilatéralisme, du moins lors de son premier mandat. Nous pensons donc que s'il est possible de rectifier ces erreurs dans le vocabulaire et dans le sens des phrases, alors Bush 1 paraîtrait certainement plus unilatéraliste. Par exemple, dans la relecture du discours moyen que nous avons effectuée pour vérifier le codage, nous avons subjectivement perçu un plus grand unilatéralisme.

Nous pensons que VICS pourrait être un bon outil, si la méthode était améliorée. En effet, l'analyse qualitative peut être trop exigeante en temps pour de nombreux académiques et chercheurs. Pour l'instant, cela ne nous semble pas être assez développé, mais nous voyons une utilité à ce genre de méthode.

4.2 La perspective d'Ikenberry

La théorie choisie dans cette recherche se base sur les facultés cognitives des individus, mais d'autres théories concurrentes existent pouvant expliquer les décisions prises en politique étrangère. Nous abordons ces théories, car les résultats générés par la méthode d'analyse de notre théorie sont faux. Donc, la méthode ne semble pas adaptée à notre question de recherche. Ce sont donc des théories alternatives qui peuvent ou ont le potentiel de mieux expliquer nos résultats d'analyse. Selon notre hypothèse, la vision du monde des présidents ne coïncide pas avec la position dans l'axe d'engagement des présidents à travers leurs mandats. Or, la perspective d'Ikenberry ainsi que celle des élites, qui sera proposée par la suite, elles, semblent pouvoir correspondre au type d'implication dans l'axe d'engagement des présidents observés. Présenter ses deux explications alternatives est donc une manière pour nous d'offrir une façon alternative de valider, malgré l'infirmité de notre hypothèse à travers la théorie du code opérationnel, le principe de l'axe d'engagement. Elles, en particulier la théorie des élites, permettent d'expliquer pourquoi notre théorie du code opérationnel n'a pas donné les résultats attendus. Aborder ces deux autres théories nous permet de pousser la réflexion plus loin au lieu de simplement indiquer qu'il n'y a pas de lien entre les codes opérationnels des présidents et l'axe d'engagement. Ces deux principes peuvent tout de même avoir un impact comme présenté plus bas.

La théorie d'Ikenberry propose une réponse aux différents axes d'engagement. Sa théorie est basée sur l'agentivité institutionnelle, c'est-à-dire que les États sont les acteurs du système international, créant ainsi des interactions systémiques entre eux.

L'approche d'Ikenberry peut être résumée ainsi :

He therefore proposes an institutional approach, which will capture the interaction of systemic, societal and state-centred variables and 'the manner in which the organizational features of the state and the activities of executive officials and politicians mediate larger societal and international forces'; it is institutional (citing March and Olsen, and standing on common ground) 'because it conceives of mediation and interaction as grounded in institutional

relationships that persist over time and are relatively resilient against the idiosyncratic actions of groups and individuals'. (G. John Ikenberry 1988:31) (Cammack, 1992).

Alors, la théorie de l'ordre libéral international implique les États-Unis en tant qu'hégémon libéral et une hiérarchisation institutionnalisée consensuelle. Or, cette dernière peut devenir coercitive pour un temps, mais il y aura un retour de balancier ramenant l'ordre établi. Ce sont les États-Unis eux-mêmes, sous le gouvernement de Bush, qui ont affaibli les caractéristiques du système libéral, en favorisant un retour à l'impérialisme. Cela a causé une réaction négative chez les alliés, habitués à l'ordre établi et leur pouvoir en tant qu'alliés occidentaux. Le système a tendance à être persistant et résistant aux changements, malgré des changements drastiques momentanés. Pour lui, les États démocratiques partageant l'ordre international demeureront dans ce système malgré une situation s'affichant comme unipolaire. La communauté sécuritaire entre ces États prévaudra et cela tant que les conflits et désaccords les opposant seront réglés pacifiquement (Ikenberry 2003 ; 1998).

Sous le gouvernement de Bush, il y a eu une tentative de réformer les institutions et la manière de fonctionner dans le système international en renégociant les accords établis (Ikenberry 2009, 82 ; 2010). Selon Ikenberry, c'était dans une démarche de garantir l'ordre hégémonique en présentant les États-Unis comme « the unipolar provider of global security, upholding an international order of free and democratic states. » (2009, 82). Ainsi, l'ordre international serait stable et les États protégés par la sécurité américaine, mais en retour, le dispensaire de cette sécurité ne serait pas assujéti au système de normes multilatérales. La restriction stratégique habituelle des États-Unis, afin de rassurer les alliés d'une coopération et d'un respect des normes, n'aurait plus nécessité d'être (Ikenberry 1998, 45-47) : « In the end, this was a bargain that the rest of the world did not accept. The Bush administration tried to use America's unrivaled military capabilities to reduce its exposure to rule-based order. » (Ikenberry 2012, 308).

Dans cette approche, les tensions politiques peuvent représenter des liens internes équilibrés entre les alliés. Cela signifie que si l'ordre établi est maintenu après des conflits

politiques, à la place d'être synonymes de déclin, c'est une preuve que les dynamiques sont assez fortes pour y résister : « In the transatlantic case, if Ikenberry (2004: 87) proves right that 'what is happening today is a rising America trying to renegotiate the existing rule-based order', then a dissenting Europe (and Canada) shows that peaceful dispute is still possible — a good omen for the security community. » (Pouliot 2006, 123).

En effet, le point est que malgré les remous causés par les politiques unilatéralistes allant à l'encontre des normes établies du système international, les institutions, les alliances et la coopération structurelle sont toujours en place. Nous considérons alors, que notre première hypothèse se révèle fausse, car il n'y a pas eu de changement dans l'axe d'engagement des politiques étrangères de George W. Bush. Or, notre deuxième hypothèse peut s'avérer pour Ikenberry, puisque l'arrivée de Barack Obama au pouvoir et sa considération positive face au politique multilatéral peut être le retour de balancier comme annoncé par Ikenberry. Or, si notre première hypothèse s'était avérée véritable, nous aurions pensé qu'Ikenberry aurait également justifié le fait que c'est un signe que l'ordre libéral est résistant au changement et que le système a pacifiquement forcé George W. Bush à y correspondre.

4.3 La théorie des Élités

Les déclarations des présidents en politique étrangère ont tendance à être considérées comme étant impératives et péremptoires dans le cas des États-Unis, notamment en raison du rôle de premier diplomate du commandant en chef du président américain et de la séparation des pouvoirs. C'est pourquoi on a choisi d'étudier seulement les codes opérationnels des présidents. Cependant, des articles comme *George W. Bush and the Vulcans : Leader-Advisor relations and America's response to the 9/11 attacks* (Robison) proposent non seulement d'analyser les codes opérationnels des présidents, mais aussi ceux de ses conseillers les plus proches. Cela nous amène à présenter la deuxième explication alternative, qui est une autre théorie sur les prises de décision en politique étrangère, soit la théorie des élites. Pour Elizabeth Saunders, qui se base sur la littérature des principaux agents, les décisions en politique étrangère dépendent de

l'équilibre des expériences entre un leader et ses conseillers ainsi que de la manière dont le chef d'État gère le positif et le négatif d'avoir des conseillers expérimentés (2009, 200).

Cette théorie propose trois mécanismes influencés par l'expérience d'un leader avec des conseillers expérimentés sur la prise de décision. En effet, selon l'expérience du leader relativement à ses conseillers, il y a une plus ou moins bonne surveillance, une délégation de l'information ainsi qu'une diversité de conseils et de certitude des politiques. Le manque de surveillance implicite ou explicite peut faire ressortir les options les plus risquées, car les conseillers peuvent présenter les informations selon leurs biais. La délégation peut créer une divergence entre les préférences du leader et les politiques finales adoptées. En effet, ce manque de connaissance en politique étrangère ne peut être pallié par de simples séances d'informations, créant un sentiment d'autorité supérieur et un manque de profondeur dans la recherche d'informations chez les conseillers. La diversité des conseils peut être un défi pour un leader peu expérimenté, n'osant jamais être en désaccord avec quelqu'un de plus aguerri en politique étrangère. Aussi, il tient compte uniquement des conseils homogènes pour avoir un sentiment de certitude (Saunders 2009).

Concernant notre cas d'étude dans la littérature Principal-Agent, Bush est un président inexpérimenté qui a des conseillers expérimentés comme Dick Cheney, Donald Rumsfeld et Colin Powell. Son manque de connaissances en politique étrangère est une information répandue (Saunders 2009, 235 ; Woodward 2002 ; Daalder et Lindsay 2005, 19). Il était donc moins prompt à soulever les bonnes interrogations et à chercher l'information et la qualité de ces dernières (Saunders 2009).

Ainsi, le président américain a mal surveillé ses conseillers qui ne se sentaient pas redevables envers lui dans le processus d'information. Il a aussi délégué des tâches, mais sans avoir les capacités de remettre en question les informations, donnant alors plus de pouvoir à Rumsfeld et Cheney. Cela a eu pour conséquence de biaiser les informations données dans les rapports au président :

First, information acquisition was largely limited to Rumsfeld's goal of toppling Saddam Hussein with a small force and the optimistic assumptions of the postwar

phase were not tested. Rumsfeld obtained control over the postwar planning in the Pentagon, but he was able to define the mission in accordance with his agenda to transform the military into a leaner force. (Saunders 2009)

Les informations contradictoires et points de vue divergents à leurs objectifs en Irak étaient ignorés, comme l'internationalisme de Colin Powell. Cet effet s'est aussi créé par un besoin de certitude palliant au manque de connaissances ressenti face au style de leadership de GWB (Woodward 2002 ; Saunders 2009).

La théorie des élites peut ainsi expliquer que sa vision du monde ne concorde pas avec les prises de décision en politique étrangère lors de ses mandats. En effet, s'il n'était pas le centre des prises de décision, étant donné son manque de connaissances, ce sont les visions du monde des élites présentes autour de Bush qui seraient pertinentes à analyser. Dans la littérature, en politique étrangère, Rumsfeld et Cheney sont notamment considérés comme des conseillers *hawks*, conservateurs et plutôt hostiles. Selon l'analyse de leurs codes opérationnels de Sam Robison, Bush s'écarte globalement de manière significative de ces derniers. GWB a donc plus confiance dans la coopération à l'étranger et un plus grand sentiment de contrôle des événements (2006, 109-11). D'un autre côté, un code opérationnel plus ouvert et amical comme celui de Powell indique probablement moins d'influence, car il était plutôt isolé dans les prises de décision (Robison 2006, 123 ; Woodward 2002). Nous pouvons alors déduire que ce sont les codes opérationnels de Rumsfeld et de Cheney que nous nous attendions à observer chez Bush.

Par ailleurs, selon les analyses de Robison et Renshon, le code opérationnel de GWB s'est modifié significativement après le 9/11 en ayant une vision plus négative de l'univers politique (2006 ; 2008), démontrant ainsi que d'autres auteurs sont arrivés à une conclusion de fluctuation dans la vision du monde.

Nous en sommes donc venus à la conclusion que nos hypothèses se révèlent fausses selon notre analyse du code opérationnel. Plusieurs raisons peuvent expliquer cela, dont un programme d'analyse quantitative non adapté, un impact plus important des structures et du balancier du système international ainsi qu'un impact plus important que prévu de l'administration sur les prises de décision en politique étrangère.

Conclusion

Les décisions en politique étrangère sont dépendantes du président, des élites et de la structure du système international, selon l'angle abordé dans les théories. La littérature ne nous semblait pas satisfaisante, car nous voulions insister sur l'importance des facteurs psychologiques dans ce phénomène. De plus, elle ne prenait pas en compte l'axe d'engagement, dans le rapport de l'individu face aux politiques adoptées. Nous avons donc tenté de participer à la littérature des relations internationales à partir de l'opérationnalisation de la théorie cognitive du code opérationnel. Notre approche empirique était basée sur une analyse de contenu des discours par mandats de 2001 à 2013 des différents présidents, analyse où nous avons cherché à relier les composantes du code opérationnel à leur axe d'engagement. Nous pouvions ainsi déterminer s'il y avait eu des changements ou des continuités dans leur vision du monde vis-à-vis des politiques adoptées dans leurs relations internationales.

Nous avons présenté le cadre théorique et montré qu'il y avait peu d'études sur le rôle des individus dans les RI. Ainsi, nous avons intérêt à mettre de l'avant cette importance. Le code opérationnel est une théorie qui nous permettait ce type de recherche et adhérait très bien à la notion de multilatéralisme. Puis, nous avons montré l'historique des politiques adoptées par des présidents en politique étrangère pertinente à l'axe d'engagement envers les alliés. Cela nous a permis de concrétiser la croyance qu'il devrait y avoir un changement entre les deux mandats de Bush et que ce dernier devrait continuer sur la même voie avec Obama. Nous avons préparé la méthodologie pour utiliser la théorie du code opérationnel dans le deuxième chapitre.

Étonnamment, les résultats ne concordent pas avec la littérature existante sur les décisions politiques étrangères et du code opérationnel. Nos résultats ne peuvent donc pas participer à élaborer des preuves empiriques montrant qu'il y a eu un changement de posture dans l'axe d'engagement dans les politiques adoptées entre les deux mandats de GWB et/ou que son apprentissage face à ce changement présente une similarité au schéma cognitif du premier mandat d'Obama. Nous ne pouvons pas non plus en conclure que

l'axe d'engagement est un résultat de la vision du monde des présidents. Nous n'avons pas observé dans d'autres recherches employant le code opérationnel autant de cas différents qui présentent des chiffres aussi semblables. Ainsi, nous en concluons que soit la théorie du code opérationnel n'est pas encore assez adaptée pour relier les décisions en politique étrangère à la vision du monde, soit la méthode quantitative utilisée pour arriver à nos résultats comporte trop de faiblesses pour permettre une analyse systématique des discours en vision du monde.

Nous avons tout de même pu contribuer à la littérature sur le sujet en ayant spécifié les liens possibles de ce genre d'étude avec l'unilatéralisme et le multilatéralisme, ce que nous avons choisi d'appeler l'axe d'engagement. Cela afin de relier soit le code opérationnel, soit d'autres théories cognitives à ce concept des relations internationales qui a été peu abordé. Nous avons donc mis en lumière le lien entre la vision coopérative et l'ouverture aux autres États à une implication multilatéraliste. En effet, l'identité collective occidentale qui est créée, par entre autres l'utilisation de normes communes, a une influence sur le schéma cognitif d'un leader. Sa vision de soi et des autres dépend de son sentiment d'appartenance à l'identité collective à travers l'ensemble des normes et des valeurs et cela affecte ses décisions. Cette causalité entre les concepts n'était pas établie au préalable dans la littérature des codes opérationnels ; nous nous sommes inspirés de l'approche libérale pour spécifier ce lien dans notre approche cognitive.

Les limites

Plusieurs limites sont ressorties de notre étude. Premièrement, nous avons pu constater des failles dans la technique quantitative du code opérationnel, VICS. Nos résultats ont mis en lumière des erreurs de codages comme cela a été montré dans la discussion de la méthodologie. En effet, cette dernière est relativement récente et nous avons appris à la suite d'une discussion avec l'un des fondateurs de la méthode VICS, Michael Young, que le dictionnaire du code opérationnel n'était plus mis à jour depuis 2018. Cela peut représenter un problème dans plusieurs cas, notamment lors de l'analyse de leader plus populiste comme Donald Trump. Les mots utilisés sont dans un autre

contexte que celui traditionnel, c'est-à-dire ayant des significations sous-jacentes. La complexité d'une phrase à travers les significations et les intentions sous-entendues ne sont en général pas bien comprises par le système VICS. Cela est une grande faiblesse lorsque le nombre de discours ou d'études de cas ne permet pas une vérification manuelle systématique. Dans une recherche idéale, le code opérationnel pourrait être analysé « à la main ». Or dans ce cas, le biais humain entrerait en compte dans la subjectivité de l'analyse d'un mot, et ce même en se basant sur le dictionnaire du code opérationnel. En effet, l'intensité choisie pour un terme dans l'échelle créée par le codeur resterait subjective. Il est donc normal de pouvoir être en désaccord avec le codage.

Deuxièmement, il peut aussi y avoir un biais selon le public considéré par le discours. Un discours adressé à un public national, à une organisation internationale ou à un autre État peut ne pas avoir les mêmes intonations étant donné le jeu des relations publiques. Ce biais, afin de potentiellement ne pas froisser le public différent auquel on s'adresse, pourrait avoir un impact sur l'intensité des mots utilisés négativement ou positivement. Dans notre cas, le choix de discours s'adressant à l'international était justifié. Or, nous pouvons considérer que les biais comportent également le fait d'exclure des vérités ou des secrets d'État afin de protéger les intérêts nationaux. D'autres auteurs dans la littérature du code opérationnel ont utilisé des propos privés ou des remarques spontanées en plus des discours publics. Il aurait été intéressant de pouvoir analyser ces différentes sortes de propos de Georges W. Bush et de Barack Obama en plus des discours, et ce afin de vérifier si une variation est présente.

Troisièmement, les dix composantes du code opérationnel peuvent être jugées comme étant subjectives, la justification du choix de ces questions par les créateurs de la théorie étant faible. La corrélation entre les composantes du code opérationnel et le mécanisme de la vision du monde est assez subjective à la base. Puis, d'autres facteurs, comme économiques, pourraient faire partie de la vision du monde d'un leader. Les questions du code opérationnel étant très larges, c'est au politologue de concentrer ses recherches sur un sujet en particulier, car la vision du monde de l'environnement, de l'économie ou du militaire pourrait être en discordance. Aussi, il n'est pas garanti qu'un leader suivra forcément sa vision du monde dans l'application de toutes ses décisions.

Cela reviendrait au fait qu'un leader est rationnel en tout temps, alors que la théorie du choix rationnel est en général déconstruite par les approches cognitives et constructivistes (Haas 2020, 13 et 30).

Futures recherches

Nous croyons encore qu'il est nécessaire de prendre en compte les leaders à l'aide des approches plus cognitives dans les RI. Nous pensons que le lien établi entre l'axe d'engagement dans les relations internationales et une approche cognitive comme le code opérationnel est une excellente contribution qui pourrait améliorer l'opérationnalisation des théories cognitives. Cela pourrait permettre à d'autres études d'approfondir et permettre un pont entre les approches plus libérales et celles plus psychologiques. En effet, il serait intéressant de comparer le code opérationnel à une approche comme celle de la théorie de l'ordre libéral d'Ikenberry, et ce afin de joindre les approches de systèmes micro et macro. Une comparaison de ce type pourrait pallier les limites des deux approches dans l'élaboration et l'explication des politiques étrangères. Dans notre cas, nous pensons que la théorie d'Ikenberry peut permettre une solide explication alternative, soit que le système international finit par encadrer sur les décisions en politique étrangère d'un leader, malgré des dérives à court terme. La théorie des élites peut aussi bien se joindre au code opérationnel et expliquer l'impact des conseillers et leurs expériences sur les prises de décisions du leader en politique étrangère. La balance entre les conseillers et le leader dépend de l'attitude de ce dernier dans la réception de l'expérience de ses élites.

Il y a également plusieurs autres approches que nous pourrions utiliser dans l'étude du code opérationnel comme celle d'Holsti. Il a développé une typologie basée sur six systèmes de croyances politiques à partir des dix questions de George (1969). C'est une redéfinition du code opérationnel afin de créer des catégories fixes. Le comportement d'un leader est influencé par son système de croyances. Dans cette approche, les croyances se renforcent l'une l'autre elles peuvent réduire les choix alternatifs d'une décision (Walker 1990, 407-9).

Nous pensons que ces types de théories cognitives et alternatives aux explications plus traditionnelles peuvent nous aider à mieux comprendre les nouveaux types de leaders comme Donald Trump et ses décisions rendant perplexe les analystes et le public mondial. Les tendances, comme la montée de la droite populiste, aux États-Unis et dans le monde offrent des champs d'études intéressants afin d'étudier les comportements en politique étrangère hors des théories traditionnelles des relations internationales. Idéalement, nous espérons ainsi qu'il serait possible de prédire les schémas cognitifs d'un leader et par le fait les positions et le type d'implication qui seraient adoptés face à l'international. Nous croyons que cela permettrait une meilleure compréhension de chacun dans le système international, ce qui pourrait réduire les tensions.

Bibliographie

- Bertele, Manfred, et Holger H. Mey. 1998. « Unilateralism in Theory and Practice ». *Comparative Strategy* 17 (2): 197-207.
- Bose, Meena. 2019. « Appraising the Foreign Policy Legacy of the Obama Presidency ». Dans *Looking back on president Barack Obama's legacy: Hope and change*, sous la direction de Rich Wilbur C. Palgrave Macmillan.
- Bouchet, Nicolas. 2013. « The Democracy Tradition in US Foreign Policy and the Obama Presidency ». *International Affairs* 89 (1): 31-51. <https://doi.org/10.1111/1468-2346.12003>.
- Brown, Archie. 2014. *The Myth of the Strong Leader: Political Leadership in the Modern Age*. Great Britain: Basic books.
- Buckley, Edgar. 2006. « NATO Review - Invoking Article 5 ». *NATO: Opinion, Analysis and Debate on Security Issues*. 1 juin 2006. <https://www.nato.int/docu/review/articles/2006/06/01/invoking-article-5/index.html><https://www.nato.int/docu/review/articles/2006/06/01/invoking-article-5/index.html>.
- Bush, George W. 2001. « Statement by the President in Address to the Nation ». *The White House Archive*. 11 septembre 2001. <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/09/20010911-16.html>.
- Carati, Andrea. 2015. « No Easy Way Out: Origins of NATO's Difficulties in Afghanistan ». *Contemporary Security Policy* 36 (2): 200-218.
- Chaffotec, Boris Le. 2009. « L'image de la France aux États-Unis durant la crise onusienne autour de la question de l'Irak, novembre 2002-octobre 2003 ». *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* 29 (1): 89-99.
- Coman, Ramona, Amandine Crespy, Frédéric Louault, Jean-Frédéric Morin, Jean-Benoit Pilet, et Émilie van Haute. 2016. *Méthode de la science politique: De la question de départ à l'analyse des données*. Méthodes en sciences humaines. Paris: De Boeck Supérieur.
- Council on Foreign Relations. s. d. « The Iraq War ». *Council on Foreign Relations*. <https://www.cfr.org/timeline/iraq-war>.
- . s. d. « Timeline: U.S. War in Afghanistan ». *Council on Foreign Relations*. <https://www.cfr.org/timeline/us-war-afghanistan>.
- Crichlow, Scott. 2006. « The Eyes of Kesteven: How The Worldviews of Margaret Thatcher and Her Cabinet Influenced British Foreign Policy ». Dans *Beliefs and leadership in world politics: methods and applications of operational code analysis*, sous la direction de Mark Schafer et Stephen G. Walker, 77-100. New York: Palgrave Macmillan.
- Daalder, Ivo H. 2016. « Obama's Foreign Policy: Not Every Global Problem Has an American Solution ». *Washington Post*. <https://www.washingtonpost.com/graphics/national/obama-legacy/effect-on-global-politics.html>.
- Daalder, Ivo H, et James M Lindsay. 2003. « The Bush Revolution: The Remaking of America's Foreign Policy », 60.
- Daalder, Ivo H., et James M. Lindsay. 2005. *America Unbound: The Bush revolution in foreign policy*. Honoken, New Jersey: John Wiley & Sons.
- Ettinger, Aaron. 2017. « U.S. National Security Strategies: Patterns of Continuity and Change, 1987–2015 ». *Comparative Strategy* 36 (2): 115-28.

- Etzioni, Amitai. 2011. « Obama's Implicit Human Rights Doctrine ». *Human Rights Review* 12: 93-107.
- Feng, Huiyun. 2006. « Crisis Deferred: An Operational Code Analysis of Chinese Leaders across the Strait ». Dans *Beliefs and leadership in world politics: methods and applications of operational code analysis*, sous la direction de Mark Schafer et Stephen G. Walker, 151-70. New York: Palgrave Macmillan.
- Fournier, Ron. 2016. « How Obama Redefined American Exceptionalism ». *The Atlantic*. <https://www.theatlantic.com/politics/archive/2016/07/obamas-new-american-exceptionalism/493415/>.
- Frontline-PBS. s. d. « Chronology - The Afghanistan War, Obama's War ». *PBS: Frontline*. <https://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/obamaswar/etc/cron.html>.
- Gause III, F. Gregory. 2009. « The Return of the Old Middle East », 22 mars 2009. *Foreign Affairs*. <https://www.foreignaffairs.com/articles/middle-east/2009-03-12/return-old-middle-east>.
- George, Alexander. 1969. « The "Operational Code": A Neglected Approach to the Study of Political Leaders and Decision-Making ». *International Studies Quarterly* 13 (2): 34.
- Gregg II, Gary L. 2016. « George W. Bush: Foreign Affairs ». *Miller Center*. <https://millercenter.org/president/gwbush/foreign-affairs>.
- Guzzini, Stefano. 2002. « Foreign Policy Without Diplomacy: The Bush Administration at a Crossroads ». *International Relations* 16 (2): 291-97.
- Haas, Michael. 2020. « Operational Codes in Foreign Policy: A Deconstruction ». *Oxford Research Encyclopedia of International Studies*. <https://oxfordre.com/internationalstudies/view/10.1093/acrefore/9780190846626.001.0001/acrefore-9780190846626-e-539>.
- Hafner-Burton, Emilie M., Stephan Haggard, David A. Lake, et David G. Victor. 2017. « The Behavioral Revolution and International Relations ». *International Organization* 71 (S1): S1-S31.
- Hallams, Ellen, et Benjamin Schreer. 2012. « Towards a "post-American" alliance? NATO burden-sharing after Libya ». *International Affairs* 88 (2): 313-27.
- Hermann, Margaret G., et Joe D. Hagan. 1998. « International Decision Making: Leadership Matters ». *Foreign Policy* 110: 124-37.
- Hoffmann, Stanley. 1995. « The Crisis of Liberal Internationalism ». *Foreign Policy*, n° 98: 159-77.
- Hoge, Warren. 2005. « Bush and Rice Urge Action on Syria's Ties to Lebanon Killing ». *The New York Times*. 2005 <https://www.nytimes.com/2005/10/21/international/middleeast/bush-and-rice-urge-action-on-syrias-ties-to-lebanon.html>.
- Holmes, Marcus, Richard Jordan, et Eric Parajon. 2021. « Assessing the Renaissance of Individuals in International Relations Theory ». *PS: Political Science & Politics* 54 (2): 214-19.
- Holsti, Ole R. 1977. *The « operational code » as an approach to the analysis of belief systems: Final report to the National Science Foundation*. Durham, N.C. : Duke University.
- Homolar, Alexandra. 2012. « Multilateralism in Crisis? The Character of US International Engagement under Obama ». *Global Society* 26 (1): 103-22.
- Horowitz, Michael C., Allan C. Stam, et Cali M. Ellis. 2015. *Why Leaders Fight*. Cambridge: Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9781139149334>.
- Howard, Lise Morjé. 2010. « Sources of Change in United States–United Nations Relations ».

- Global Governance* 16 (4): 485-503.
- Hudson, Valerie M. 2005. « Foreign Policy Analysis: Actor-Specific Theory and the Ground of International Relations: Foreign Policy Analysis ». *Foreign Policy Analysis* 1 (1): 1-30.
- Hurst, Steven. 2009. « Is the Bush Revolution Over? » *International Politics* 46 (2-3): 157-76.
- Ikenberry, G. John. 1998. « Institutions, Strategic Restraint, and the Persistence of American Postwar Order ». *International Security* 23 (3): 43-78.
- . 2003. « Is American Multilateralism in Decline? » *Perspectives on Politics* 1 (03): 533-50. <https://doi.org/10.1017/S1537592703000380>.
- . 2009. « Liberal Internationalism 3.0: America and the Dilemmas of Liberal World Order ». *Perspectives on Politics* 7 (1): 71-87.
- . 2010. « The Liberal International Order and Its Discontents ». *Millennium: Journal of International Studies* 38 (3): 509-21.
- . 2012. *Liberal Leviathan: The Origins, Crisis, and Transformation of the American World Order*. Princeton University Press.
- . 2014. « Obama's Pragmatic Internationalism ». *The American Interest*, 8 avril 2014. <https://www.the-american-interest.com/2014/04/08/obamas-pragmatic-internationalism/>.
- . 2015. « The Future of Multilateralism: Governing the World in a Post-Hegemonic Era ». *Japanese Journal of Political Science* 16 (3): 399-413. <https://doi.org/10.1017/S1468109915000158>.
- Indurthy, Rathman. 2011. « The Obama Administration's Strategy in Afghanistan ». *International Journal on World Peace* 28 (3): 7-52.
- Indyk, Martin, Kenneth Lieberthal, et Michael E. O'Hanlon. 2012. « Scoring Obama's Foreign Policy ». *Foreign Affairs* 91 (3): 29-43.
- Indyk, Martin S., Kenneth G. Lieberthal, et Michael E. O'Hanlon. 2012. *Bending History*. Brookings Institution Press. <http://www.jstor.org/stable/10.7864/j.ctt6wpd7w>.
- Jaffe, Greg. 2015. « How Obama Has Use His Presidency to Redefine "American Exceptionalism": Obama's New Patriotism ». *Washington Post*. <http://www.washingtonpost.com/sf/national/2015/06/03/obama-and-american-exceptionalism/>.
- Jervis, Robert. 1976. *Perception and misperception in international politics*. Princeton, New Jersey: Princeton University Press.
- Katzman, Kenneth, et Clayton Thomas. 2017. *Afghanistan: Post-Taliban Governance, Security, and U.S. Policy*. Washington D.C.: Library of Congress, Congressional Research Service.
- Kaufman, Robert G. 2014. « Prudence and the Obama Doctrine ». *Orbis* 58 (3): 441-59.
- Kendall-Taylor, Andrea, Erica Frantz, et Joseph Wright. 2021. « All Politics Is Personalized ». *Foreign Policy*. <https://foreignpolicy.com/2021/03/09/all-politics-is-personalized/>.
- Keohane, Robert O. 1990. « Multilateralism: An Agenda for Research ». *International Journal* 45 (4): 731-64.
- . 2005. *After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy*. First Princeton Classic Edition. Princeton, New Jersey: Princeton University Press.
- Khan, Haroon A. 2014. « Pragmatic Liberalism and President Obama: An Analysis of U.S. Foreign Policy Toward Bangladesh ». *SAGE Open* 4 (2): 1-8. <https://doi.org/10.1177/2158244014541130>.
- Kitchen, Nicholas. 2011. « The Obama Doctrine – Détente or Decline? » *European Political*

- Science* 10 (1): 27-35.
- Krahmann, Elke. 2005. « American Hegemony or Global Governance? Competing Visions of International Security ». *International Studies Review* 7 (4): 531-45.
- Kreft, Heinrich. 2005. « The Foreign Policy of George W. Bush: “More of the Same” in the Second Term? » *perceptions*, n° printemps: 63-78
- Kuperman, Alan J. 2015. « Obama’s Libya Debacle: How a Well-Meaning Intervention Ended in Failure ». *Foreign Affairs* 94 (2): 66-77.
- Leffler, Melvyn P. 2003. « 9/11 and the Past and Future of American Foreign Policy ». *International Affairs* 79 (5): 1045-63.
- Leites, Nathan. 1951. *The Operational code of the Politburo*. First Edition. RAND Corporation. ———. 1953. *A study of bolshevism*. Glencoe, Illinois: Free Press.
- Nick Levine and Michael D Young. 2014. « Leadership Trait Analysis and Threat Assessment with Profiler Plus ». Proceedings of ILC 2014 on 8th International Lisp Conference, Montreal, QC, Canada — August 14 - 17, 2014. Association for Computing Machinery.
- Levy, Jack S. 1994. « Learning and Foreign Policy: Sweeping a Conceptual Minefield ». *International Organization* 48 (2): 279-312.
- Lindsay, James M. 2011. « George W. Bush, Barack Obama and the Future of US Global Leadership ». *International Affairs* 87 (4): 765-79.
- Lindsay, James M., et Ivo H. Daalder. 2005. « Bush’s Foreign-Policy Strategy: Is the Revolution Over? » *Brookings*. <https://www.brookings.edu/opinions/bushs-foreign-policy-strategy-is-the-revolution-over/>.
- Lindstrom, Aaron D. 2003. « Consensus Decision Making in NATO: French Unilateralism and the Decision to Defend Turkey ». *Chicago Journal of International Law* 4 (2): 579-86.
- Lizza, Ryan. 2012. « The Second Term ». *The New Yorker*. 11 juin 2012. <https://www.newyorker.com/magazine/2012/06/18/the-second-term>.
- Malici, Akan. 2006. « Germans as Venetians: The Culture of German Foreign Policy Behavior ». *Foreign Policy Analysis* 2 (1): 37-62.
- Maoz, Zeev, et Anat Shayer. 1987. « The Cognitive Structure of Peace and War Argumentation: Israeli Prime Ministers versus the Knesset ». *Political Psychology* 8 (4): 575-604.
- Masters, Jonathan. 2017. « U.S. Foreign Policy Powers: Congress and the President ». *Council on Foreign Relations*. <https://www.cfr.org/backgrounders/us-foreign-policy-powers-congress-and-president>.
- McCormick, James M. 2011. « The Obama Presidency: A Foreign Policy of Change? » dans *Transforming America: Barack Obama in the White House*, sous la direction de Steven Schier, 235-266. Lanham, MD: Rowman & Littlefield Publishers, Inc.
- Monten, Jonathan. 2005. « The Roots of the Bush Doctrine: Power, Nationalism, and Democracy Promotion in U.S. Strategy ». *International Security* 29 (4): 112-56.
- Mulligan, Stephen P. 2018. *International Law and Agreements: Their Effect Upon U.S. Law*. Washington D.C.: Library of Congress, Congressional Research Service.
- Musawi, By Nabil. 1998. « The Plan for Liberation ». *The Guardian*. 18 décembre 1998. <http://www.theguardian.com/world/1998/dec/18/iraq1>.
- Nye, Joseph S. 2003. « U.S. Power and Strategy After Iraq ». *Foreign Affairs* 82 (4): 60-73.
- Obama, Barack. 2009. « News Conference By President Obama, 4/04/2009 ». *The White House*. 4 avril 2009. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/news-conference-president-obama-4042009>.
- Pease, Donald E. s. d. « American Exceptionalism ». *Oxford Bibliographies*.

- <https://www.oxfordbibliographies.com/view/document/obo-9780199827251/obo-9780199827251-0176.xml>.
- Politico. 2016. « What's Obama's European Legacy? » *Politico*. <https://www.politico.eu/article/what-will-define-barack-obamas-european-legacy-eu-us/>.
- Pouliot, Vincent. 2006. « The Alive and Well Transatlantic Security Community: A Theoretical Reply to Michael Cox ». *European Journal of International Relations* 12 (1): 119-27. <https://doi.org/10.1177/1354066106061332>.
- Pouliot, Vincent. 2010. *International Security in Practice: The Politics of NATO–Russia Diplomacy*. Cambridge: Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511676185>.
- Pressman, Jeremy. 2009. « Power without Influence: The Bush Administration's Foreign Policy Failure in the Middle East ». *International Security* 33 (4): 149-79.
- Prins, Brandon C, et Allan Wilford. 2013. « U.S. Leadership in a Post 9/11 World: Comparing World Views and Foreign Policy Decisions of George W. Bush and Barack Obama ». *Baker Center for Public Policy*.
- Quinn, Adam. 2015. « Obama's National Security Strategy: Predicting US Policy in the Context of Changing Worldviews ». *Chatham House: The Royal Institute of International Affairs*.
- Rapport, Aaron. 2017. « Cognitive Approaches to Foreign Policy Analysis ». *Oxford Research Encyclopedia of Politics*. <https://oxfordre.com/politics/view/10.1093/acrefore/9780190228637.001.0001/acrefore-9780190228637-e-397>.
- Renshon, Jonathan. 2008. « Stability and Change in Belief Systems ». *Journal of Conflict Resolution* 52 (6): 820-49.
- Rinehart, Jason. 2010. « Counterterrorism and Counterinsurgency ». *Perspectives on Terrorism* 4 (5): 31-47.
- Risse-Kappen, Thomas. 1995. *Cooperation among Democracies: The European Influence on U.S. Foreign Policy*. Princeton Studies in International History and Politics. Princeton, New Jersey: Princeton University Press.
- . 1996. « Collective Identity in a Democratic Community: The Case of NATO ». Dans *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*, sous la direction de Peter J. Katzenstein, 297-327. New York: Columbia University Press.
- Robbins, Carla Anne. 2007. « Bush Foreign Policy: Grand Vision and Its Application ». Dans *Second-Term Blues: How George W. Bush Has Governed*, sous la direction de John C. Fortier et Norman J. Ornstein, 89-108. Washington D.C: Brookings Institution Press; American Enterprise Institute.
- Robison, Sam. 2006. « George W. Bush and the Vulcans: Leader-Advisor Relations and America's response to the 9/11 Attacks ». Dans *Beliefs and leadership in world politics: methods and applications of operational code analysis*, sous la direction de Mark Schafer et Stephen G. Walker, 101-24. New York: Palgrave Macmillan.
- Rose, Gideon. 2015. « What Obama Gets Right » *Foreign Affairs*. <https://www.foreignaffairs.com/articles/2017-07-05/what-obama-gets-right>.
- Sanger, David E. 2007. « Bush Foreign Policy: First-Term Choices, Second-Term Consequences ». Dans *Second-Term Blues: How George W. Bush Has Governed*, sous la direction de John C. Fortier et Norman J. Ornstein, 71-87. Washington D.C: Brookings Institution Press; American Enterprise Institute.
- Saunders, Elizabeth N. 2009. « Transformative Choices: Leaders and the Origins of

- Intervention Strategy ». *International Security* 34 (2): 119-61.
- Schafer, Mark, et Stephen G. Walker, dir. 2006. *Beliefs and Leadership in World Politics: Methods and Applications of Operational Code Analysis*. 1st ed. Advances in Foreign Policy Analysis. New York: Palgrave Macmillan.
- Sémelin, Jacques. 2005. *Purifier et Détruire. Usages politiques des massacres et génocides*. La Couleur des idées. Paris: Le Seuil.
- Sherwood-Randall, Elizabeth. 2006. « Alliances and American National Security ». *Defense Technical Information Center*. Fort Belvoir, VA.
- Skidmore, David. 2012. « The Obama Presidency and US Foreign Policy: Where's the Multilateralism ? : Obama and US Foreign Policy ». *International Studies Perspectives* 13 (1): 43-64.
- Sloan, Stanley R. 2008. « How and Why did NATO survive the Bush doctrine ? » Research Division. *NATO Defense College*.
- Snyder, Jack. 2003. « Imperial Temptations ». *The National Interest* 71 (Printemps): 29-40.
- Stark, Hans. 2009. « Les relations franco-germano-américaines: Les perspectives de l'après-Bush ». *Études Internationales* 40 (2): 277-90.
- Stephen G. Walker, Mark Schafer and Michael D. Young. 1998. « Systematic Procedures for Operational Code Analysis: Measuring and Modeling Jimmy Carter's Operational Code ». *International Studies Quarterly* 42 (1): 16.
- Sullivan, Jake. 2018. « What Donald Trump and Dick Cheney Got Wrong About America ». *The Atlantic*. 13 décembre 2018. <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2019/01/yes-america-can-still-lead-the-world/576427/>.
- Tago, Atsushi. 2017. « Multilateralism, Bilateralism, and Unilateralism in Foreign Policy ». *Oxford Research Encyclopedia of Politics*. <https://oxfordre.com/politics/politics/politics/view/10.1093/acrefore/9780190228637.001.0001/acrefore-9780190228637-e-449>.
- Talbott, Strobe. 2007. « Unilateralism: Anatomy of a Foreign Policy Disaster ». *Brookings*. <https://www.brookings.edu/opinions/unilateralism-anatomy-of-a-foreign-policy-disaster/>.
- Tarzi, Shah M. 2014. « The folly of a grand strategy of coercive global primacy: a fresh perspective on the post-9/11 bush doctrine ». *International Journal on World Peace* 31 (3): 27-52.
- « The International Afghanistan Conference Bonn 2011 ». 2011. *Permanent Mission of the Islamic Republic of Afghanistan to the United Nations*. <https://afghanistan-un.org/2011/12/the-international-afghanistan-conference-bonn-2011/>.
- The New York Times. 2009. « Text: Obama's Speech in Cairo ». <https://www.nytimes.com/2009/06/04/us/politics/04obama.text.html>.
- The White House, Office of the Press Secretary. 2012. « Remarks by the President in State of the Union Address ». *The White House*. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2012/01/24/remarks-president-state-union-address>.
- Walker, Stephen G. 1990. « The Evolution of Operational Code Analysis ». *Political Psychology* 11 (2): 403.
- Walker, Stephen G, et Mark Schafer. 2000. « The Political Universe of Lyndon B. Johnson and His Advisors: Diagnostic and Strategic Propensities in Their Operational Codes ». *Political Psychology* 21 (3): 529-43.
- Walt, Stephen M. 2017. « Barack Obama Was a Foreign-Policy Failure ». *Foreign Policy*

- <https://foreignpolicy.com/2017/01/18/barack-obama-was-a-foreign-policy-failure/>.
- Waltz, Kenneth N. 1979. *Theory of International Politics*. Saltzman Institute of War and Peace Studies. Long Grove Illinois: Waveland Press.
- Webber, Mark. 2009. « NATO: The United States, Transformation and the War in Afghanistan ». *The British Journal of Politics and International Relations* 11 (1): 46-63.
- Weiss, Thomas G. 2009. « Toward a Third Generation of International Institutions: Obama's UN Policy ». *The Washington Quarterly* 32 (3): 141-62.
- Weitsman, Patricia. 2006. « Opinion: The High Price of Friendship ». *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2006/08/31/opinion/the-high-price-of-friendship.html>.
- Weitsman, Patricia A. 2011. « Wartime Alliances versus Coalition Warfare ». *Air and Space Power Journal- Africa & Francophonie*, n° 3rd Quarter: 29-53.
- Wijk, Rob de. 2020. « Contributions from the Military Counterinsurgency Literature for the Prevention of Terrorism ». In *Handbook of Terrorism Prevention and Preparedness*, 114-43. The Hague: International Center of Counter-Terrorism.
- Williams, Matthew A., et Jack Covarrubias. 2009. « Rebalancing America's War on Terror: President Obama ». In *America's War on Terror*, 261-81. Burlington, USA: Ashgate Publishing Limited.
- Witte, Griff. 2010. « Afghanistan War | History, Combatants, Facts, & Timeline ». *Encyclopédie Britannica*. <https://www.britannica.com/event/Afghanistan-War>.
- Woodward. 2002. *Bush at war*. Simon & Schuster.
- Woodward, Bob. 2008. *The War Within: A secret White House History 2006-2008*. Simon & Schuster.
- Zaborowski, Marcin. 2008. « Affaires étrangères : l'héritage de la révolution Bush ». *Politique étrangère* Automne (3): 519-31.

Annexe : Les discours des présidents

	Date	Nom du discours	Lieu	Source
GWB	13/06/2001	Extrait des remarques au Conseil de l'Atlantique Nord	Brussels, Belgique	NATO Speech
GWB	07/10/2001	Discours à la nation sur l'Opération Enduring Freedom	Washington D.C.	American Rhetoric
GWB	10/11/2001	Première Adresse à l'Assemblée Générale des Nations Unies	New York	American Rhetoric
GWB	23/05/2002	Discours au parlement fédéral allemand	Berlin, Allemagne	American Rhetoric
GWB	12/09/2002	Discours à l'Assemblée Générale des Nations Unies	New York	Miller Center
GWB	07/10/2002	Adresse à la Nation sur la Menace de l'Irak	Cincinnati, Ohio	American Rhetoric
GWB	20/11/2002	Remarque par le Président des États-Unis, Georges W. Bush au Sommet des étudiants de l'Atlantique	Prague, République Tchèque	NATO Speech
GWB	26/02/2003	Adresse sur le Futur de l'Irak	Washington D.C.	American Rhetoric
GWB	17/03/2003	Adresse à la Nation sur l'Irak	Washington D.C.	Miller Center
GWB	01/05/2003	Annonce sur la Fin des Opérations de combat majeures en Irak	Californie	The White House Archives
GWB	23/09/2003	Troisième Adresse à l'Assemblée Générale des Nations Unies	New York	American Rhetoric
GWB	18/10/2003	Discours devant une session conjointe du Congrès philippin à Quezon City	Quezon, Philippines	The American Presidency Project
GWB	23/10/2003	Remarque au Parlement Australien	Canberra, Australie	The White House Archives
GWB	06/11/2003	Remarque sur la Liberté en Irak et au Moyen-Orient	Washington D.C.	Miller Center
GWB	19/11/2003	Président Bush discute la Politique en Irak au Palais Whitehall	Londres, Royaume-Uni	The White House Archives
GWB	29/01/2004	Discours de George Bush au Sommet de l'OTAN en Turquie	Istanbul, Turquie	NATO Speech
GWB	29/03/2004	Remarque par le Président Américain George W. Bush à la Cérémonie d'Accession de l'OTAN	Washington D.C.	NATO

GWB	24/05/2004	Plan en 5 Étapes pour la Démocratie en Irak	Collège de guerre de l'Armée des États-Unis à Carlisle, Pennsylvanie	American Rhetoric
GWB	21/09/2004	Adresse à l'Assemblée Générale des Nations Unies	New York	American Rhetoric
GWB	01/12/2004	Discours sur les Relations américaines et canadiennes et la Guerre Contre le Terrorisme	Nouvelle-Écosse, Canada	American Rhetoric
GWB	08/03/2005	Adresse à l'Université de la Défense Nationale sur la Guerre contre le Terrorisme	Fort Lesley J Mcnair, Washington D.C.	American Rhetoric
GWB	14/09/2005	Adresse à l'Assemblée Générale des Nations Unies	New York	American Rhetoric
GWB	19/09/2006	Adresse à l'Assemblée Générale des Nations Unies	New York	American Rhetoric
GWB	25/09/2007	Adresse à l'Assemblée Générale des Nations Unies	New York	American Rhetoric
GWB	13/01/2008	Adresse à Abu Dhabi sur la Liberté et l'Extrémisme au Moyen-Orient	Abu Dhabi, Émirats arabes Unis	American Rhetoric
GWB	02/04/2008	Président Bush visite Bucharest en Roumanie et discute de l'OTAN	Bucharest, Roumanie	The White House Archives
GWB	15/05/2008	Remarque au Membre du Knesset	Jérusalem, Israël	The White House Archives
GWB	18/05/2008	Address au Forum Économique Mondial	Le Caire, Égypte	American Rhetoric
GWB	23/09/2008	Adresse à l'Assemblée Générale des Nations Unies	New York	American Rhetoric
Obama	27/02/2009	Terminer Responsablement la Guerre en Irak	Camp Lejeune, Caroline du Nord	The White House Archives
Obama	04/04/2009	Adresse à l'Hôtel de Ville de Strasbourg	Strasbourg, France	The White House Archives
Obama	05/04/2009	Discours à Prague par le président Obama	Prague, République Tchèque	The White House Archives
Obama	06/04/2009	Remarque à l'Assemblée Nationale de la Turquie	Ankara, Turquie	The White House Archives
Obama	04/06/2009	Un Nouveau Commencement : Discours à l'Université du Caire	Le Caire, Égypte	The White House Archives

Obama	07/07/2009	Adresse à la Nouvelle Classe des Diplômées de la New Economic School	Moscou, Russie	American Rhetoric
Obama	11/07/2009	Remarque au Parlement du Ghana	Accra, Ghana	The White House Archives
Obama	23/09/2009	Remarque à l'Assemblée Générale des Nations Unies	New York	American Rhetoric
Obama	16/11/2009	Discours à l'Hotel de ville de Shanghai avec les Futurs leaders chinois	Shanghai, Chine	American Rhetoric
Obama	10/12/2009	Discours d'Acceptation du Prix Nobel de la Paix	Oslo, Norvège	The White House Archives
Obama	23/09/2010	Remarque à l'Assemblée Générale des Nations Unies	New York	American Rhetoric
Obama	06/11/2010	Discours du sommet du Conseil des affaires américano-indiennes	Mumbai, Inde	The White House Archives
Obama	08/11/2010	Remarque au Parlement Indien	New Delhi, Inde	The White House Archives
Obama	20/03/2011	Discours au peuple de Rio de Janeiro	Rio de Janeiro, Brésil	The White House Archives
Obama	21/03/2011	Discours au peuple latino-américain du Chili	Santiago, Chile	The White House Archives
Obama	28/03/2011	Adresse à la Nation sur la Libye	Washington D.C.	The White House Archives
Obama	19/05/2011	Discours sur la diplomatie américaine au Moyen-Orient et en Afrique du Nord	Washington D.C.	The White House Archives
Obama	25/05/2011	Remarque du Parlement à Londres	Londres, Royaume-Uni	The White House Archives
Obama	21/09/2011	Remarque à l'Assemblée Générale des Nations Unies	New York	American Rhetoric
Obama	17/11/2011	Remarque au Parlement à Canberra	Canberra, Australie	The White House Archives
Obama	26/02/2012	Adresse à l'Université d'Hankuk	Seoul, Corée du Sud	The White House Archives
Obama	25/09/2012	Remarque à l'Assemblée Générale des Nations Unies	New York	American Rhetoric
Obama	19/11/2012	Adresse à l'Université de Yangon	Yangon, Birmanie	The White House Archives